

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 181. — 8 FEVRIER 1964



(Photo Elie Kagan.)

Les femmes et le travail à temps partiel

Une enquête de Maurice COMBES (page 5)

Reportage exclusif de Claude Barret

VENEZUELA : Deux mois dans les maquis révolutionnaires

(pages 6 et 7)

Rhône : réunion d'information

Une série de réunions d'informations est prévue dans la banlieue lyonnaise par la M.C.A.A., soutenue par l'Action civique non violente, l'U.L.-C.F.T.C., le Cercle Tocqueville, la F.A., la Ligue des droits de l'homme, le M.I.A.G., le M.I.R., le P.S.U., Vie nouvelle.

La première, animée par nos camarades J. Gauzif, astronome, Georges Douart, Suzanne Gerbé, s'est déroulée à Saint-Fons, à la sortie des usines Saint-Gobain et Rhône-Poulenc. Au cours du dialogue engagé avec l'assistance, composée principalement de militants syndicalistes, nos camarades s'attachèrent à dégager les arguments d'ordre économique et humain que l'on peut invoquer contre l'armement nucléaire à quelque pays qu'il appartienne et à souligner les dangers d'une politique qui, refusant la force de frappe française, envisage la construction d'une bombe européenne ou une participation de la France à l'armement nucléaire atlantique.

D'autres réunions sont prévues dans les semaines à venir dans différents quartiers de Lyon et sa banlieue.

Saint-Brieuc : réunion « Front socialiste »

Mercredi dernier, le « Cercle d'études économiques et sociales » de Saint-Brieuc

organisait un débat sur le thème « Comment rassembler la gauche ? ». Il fut suivi par plus de cent personnes. Mais plus que le nombre d'auditeurs, relativement modeste, c'est la personnalité des participants et l'atmosphère du débat qu'il faut retenir.

En effet, la plupart des organisations présentes avaient répondu à l'invitation de notre cercle d'études. Elles avaient délégué des porte-parole qui ont exposé le point de vue de leurs camarades. C'est ainsi que l'on a pu entendre des interventions du parti communiste, de la S.F.I.O., de l'Action Travailleuse (chrétiens de gauche associés à la municipalité Mazier), de la C.G.T., de la C.F.I.C., du S.N.I. et de la Ligue des droits de l'homme. L'écrivain briochin bien connu Louis Guillou participa également à la discussion et lança un émouvant appel à l'unité.

La position du P.S.U. fut présentée par notre camarade Bars, responsable du Cercle d'études, tandis que notre camarade Mazier, maire de Saint-Brieuc, présidait la réunion.

Durant toute la soirée, et malgré les divergences, c'est une grande cordialité qui régna et qui est déjà le résultat positif de cette confrontation. Tout le monde, à la fin, souhaitait reprendre le débat sur tel ou tel point plus précis. Ce sera fait.

Comme il fallait s'y attendre, la différence d'optique

entre communistes et P.S.U. ressortit nettement. La présentation d'un contre-plan socialiste, dès maintenant, est jugée utopique, ou tout au moins prématurée, par le P.C. Ce dernier a présenté un programme détaillé qu'un futur gouvernement de gauche devrait s'engager à respecter, et qui lui paraît plus réalisable. A cela, nos camarades ont répliqué que la mise en œuvre effective d'un tel programme impliquait une contestation des structures capitalistes.

Comme le porte-parole de la S.F.I.O. affirmait, quant à lui, que son parti était favorable à la discussion d'un programme commun (!), l'accord se faisait sur ce point. Par ailleurs, tous ceux qui sont intervenus se réclamaient du socialisme, et se déclaraient résolus à saisir toute occasion de le faire progresser.

Mercredi, à Saint-Brieuc, la gauche n'avait pas encore de tactique unifiée, mais parlait le même langage. C'est la condition nécessaire et suffisante à la poursuite du dialogue.

Seine-et-Oise :

un nouveau « Cartel des non »

La « Renaissance de Seine-et-Oise », organe hebdomadaire du parti communiste, publiait, dans son supplément au n° 971 du 14 décembre 1963, « une photo de l'opposition démocratique en Seine-et-Oise ».

Une légende nous apprenait qu'il s'agissait d'une réunion convoquée par le « Comité départemental pour la défense des libertés locales » et faisait état de la présence, « au bureau », de MM. Namy (communiste), Jean-Paul David (parti libéral européen), André Mignot (indépendant), Pierre Métyer (socialiste S.F.I.O.), Edouard Bonnefous (R.G.R.) et Albert Dauvergne, président de l'Union des maires de Seine-et-Oise, ainsi que Mme Thome-Patenôtre (radical).

On croit rêver ! Quel voisinage !

MM. Mignot et Jean-Paul David n'auraient-ils apporté qu'un soutien sans conséquence à l'O.A.S. et aux tenants de l'Algérie française que l'oubli se soit si rapidement installé dans la mémoire de ceux qui se réclament encore de la démocratie !

Croit-on réellement à l'efficacité de ce genre de comité, ou le but recherché n'est-il pas, en définitive, pour MM. Mignot et Jean-Paul David qu'une tentative d'élargissement jusqu'au P.C. du fameux « Cartel des non ».

L'électeur a déjà répondu en novembre 1962 par le verdict que vous connaissez. Mais ces Messieurs n'ont pas compris le désaveu cinglant qui leur était opposé.

De déroute en déroute, les « républicains », qui nous proposent le négativisme de « Comités de défense » aussi variés qu'inefficaces, achèment sans nul doute la République vers la faillite.

L'alternative au gaullisme qu'on nous propose relève de l'infantilisme politique, car il néglige l'extraordinaire mutation des esprits actuellement en cours.

Pour nous, militants du P.S.U., qui abordons la difficile entreprise de rénovation politique, c'est naturellement un autre choix que nous voulons proposer et non une alliance sans programme, une combinaison contre nature qui ne peut déboucher que sur l'immobilisme si caractéristique de la IV^e République.

C'est avec les forces vives de la nation : militants, paysans et syndicalistes, étudiants, jeunes de toutes origines, socialistes authentiques,

que doit se construire la République de demain.

La seule alternative au gaullisme que nous puissions admettre est donc une alternative socialiste. Nous sommes en effet convaincus du caractère historique de la période actuelle, car la lutte pour le socialisme est devenue une lutte concrète pour le monde entier.

Paul Bosc.

Puteaux : reprise des cartes

Le jeudi 6 février 1964, à 20 h 30, aura lieu la reprise des cartes à la salle de réunion de « Aux Armes de la Ville », 11, rue de Chantecoq (place du marché).

Cette réunion sera présidée par M. Pierre Beregovoy, membre du Bureau national du P.S.U., assisté de M. Pierre Hespel.

Rhône :

Gilles Martinet et la « Démocratie socialiste »

La Fédération du Rhône du P.S.U. invite tous ses adhérents et ses sympathisants à assister le jeudi 13 février à une grande réunion publique à Lyon, salle Sainte-Hélène. Cette réunion sera animée par Gilles Martinet du C.P.N. sur le thème suivant :

« Face au gaullisme une seule issue : la démocratie socialiste ».

Cette réunion ouverte à tous sera suivie d'un débat.

Coopération

franco-africaine

L'Association pour la coopération franco-africaine donne une conférence d'information le 10 février à 18 heures, salle Brénier, 3, rue Récamier (Métro : Sévres-Babylone), dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec les peuples des colonies portugaises pour le troisième an-

niversaire de l'insurrection angolaise (5 février 1961).

Février 1962 - Février 1964

Pour rendre hommage aux morts de Charonne, le 13 février à 18 h. 30, tous boulevard de Ménilmontant. (Entrée du cimetière du Père-Lachaise).

Drôme :

Réunion à Valence

Notre camarade S. Pinjo, professeur au Lycée C.-Verne, de Valence, a tenu le 26 janvier une réunion publique à Nyons (Drôme). Devant une assistance très chaleureuse, dans laquelle on comptait de nombreux militants du P.C., notre camarade a développé les thèmes essentiels de la politique du P.S.U.

Périgueux :

« L'Algérie un an après »

Le vendredi 7 février 1964, à 20 h. 30, aura lieu un cercle-débat du Centre d'études socialistes de Périgueux sur le sujet suivant :

« L'Algérie un an après l'indépendance », avec la participation du camarade Cousteil qui vient d'effectuer un voyage d'étude en Algérie.

Comité contre la force de frappe

Le comité temporaire contre la force de frappe, créé sous l'instigation de Jules Moch et groupant plus d'une trentaine d'organisations, vient de se transformer en comité permanent.

Le bureau directeur de ce comité comprend des représentants du P.S.U., de la S.F.I.O., du parti radical, de la C.G.T., de l'U.N.E.F., de la F.E.N.-F.N.I. et du M.C.A.A.

A tous ceux qui veulent aider le P.S.U.

De l'avis général, notre Congrès de la Grange-aux-Belles a permis un nouveau départ du P.S.U. Des bonnes nouvelles nous arrivent quotidiennement de la plupart de nos fédérations. Nos appels pour l'unité et le renouveau de la gauche recueillent de nombreuses approbations. L'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant. Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance. Sentiments très cordiaux.

Edouard Depreux, Secrétaire national du P.S.U.

Jean Arthuys, Trésorier national, 8, rue Henner, Paris-9^e

Le même jour, nous avons reçu d'un camarade jouissant d'une certaine aisance, un en-

gagement de verser au Parti 300 F par mois et une lettre émouvante d'un ménage de retraités s'engageant à payer par mois 10 F, « soit 5 F pour chacun, représentant le « sacrifice » d'une séance de cinéma ».

Si tous nos amis accomplissaient ainsi un effort proportionné à leurs ressources, le P.S.U. serait connu partout et son rayonnement s'accroîtrait beaucoup plus rapidement.

Avis aux retardataires et en particulier à tous ceux qui peuvent aider le P.S.U. sans sacrifier une séance de cinéma.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1964, à la Trésorerie nationale :

la somme de F :

Nom :

Prénoms :

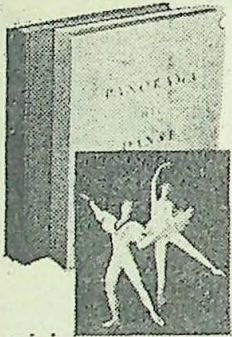
Adresse :

Signature :

C.C.P. P.S.U. 140.20.44 Paris

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour

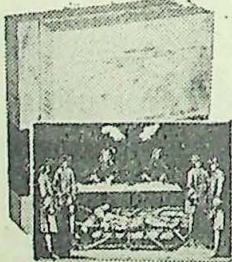


PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (!) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



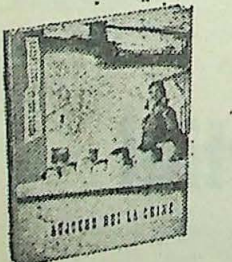
HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)

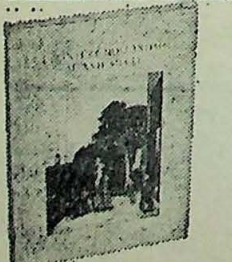


AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants

pour un montant total defr. somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

T.S.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

SOCIALISME POUR L'AN 2000 ?

MALGRE le vote d'unanimité en faveur de la candidature Defferre au congrès extraordinaire de la S.F.I.O., l'impression demeure que rien n'est véritablement réglé pour mettre en œuvre une candidature commune de l'opposition de gauche contre le régime. L'affrontement, parfois très dur, qui a opposé Guy Mollet et Gaston Defferre, n'a pas permis d'éclairer les problèmes essentiels de la lutte contre le système gaulliste et néo-capitaliste. Cet affrontement n'a d'ailleurs été qu'une opposition de sommet ; il a visiblement surpris la grande masse des délégués des fédérations qui avaient, dans leur grande majorité, voté dans les départements des textes en faveur de la candidature de « Gaston » en croyant que « Guy » était d'accord. Alors que Mollet et Defferre ont voulu l'affrontement en souhaitant l'un et l'autre éliminer l'adversaire, les délégués des fédérations voulaient l'unanimité à tout prix, l'attachement à l'unité de la « vieille maison » constituant sans doute aujourd'hui la caractéristique principale du militant S.F.I.O. moyen.

La bataille Mollet-Defferre ne pouvait se terminer, dans ces conditions, que sur un compromis obscur laissant les coudées franches à chacun, et cela d'autant plus que l'affrontement n'a pas eu lieu sur le fond des problèmes, sur la perspective politique de la bataille présidentielle. On s'est battu sur diverses interprétations de la Constitution de 58, Guy Mollet s'érigeant face à de Gaulle, mais face aussi à Defferre comme le gardien de l'esprit et de la lettre du texte de 58, comme si c'était dans le cadre historique imposé à la France par le 13 mai et par de Gaulle qu'on pouvait opposer quelque chose à de Gaulle. C'est au nom de la Constitution de 58 que la résolution finale du congrès S.F.I.O. appelle les « républicains » à se rassembler autour de la candidature Defferre. On nous propose de lutter contre la monarchie gaulliste en disant : « Je n'ai pas voulu cela. »

Mais il faut pousser plus loin l'analyse : derrière cette controverse constitutionnelle superficielle et peu mobilisatrice, l'affrontement essentiel s'est produit sur le style de la candidature, sur la manière dont la candidature a été imposée à la S.F.I.O. Le conflit se situe ici entre l'appareil S.F.I.O., dirigé par le secrétaire général et attaché au principe de la souveraineté du parti, et un groupe à caractère technocratique incarné par Defferre mais comprenant, en fait, des hauts fonctionnaires et des journalistes non S.F.I.O. qui recherchent depuis dix ans « le style nouveau ». C'est ce conflit que le congrès extraordinaire a refusé de trancher en laissant à Mollet la plénitude de la direction du parti et laissant les mains libres au candidat, c'est-à-dire à son équipe, à son « brain-trust ». Ce conflit persiste donc et il provoquera de nouveaux affrontements dans les semaines et les mois à venir.

La question se pose donc de savoir s'il peut sortir une clarification quelconque de ce conflit entre l'archaïsme de l'appareil et le modernisme du groupe technocratique. De ce point de vue, on ne peut que constater et regretter que le silence ou l'absence dans le congrès S.F.I.O. d'un courant en faveur d'une alternative socialiste au régime gaulliste et au système technocratique. La discus-

sion sur les institutions a été rejetée aux calendes et la résolution indique que le parti S.F.I.O. continuera de se consacrer à la marche au socialisme sans interférer avec la campagne du candidat. Il ne peut s'agir, dans un tel contexte, que d'une perspective à très long terme : après « l'horizon 80 », le socialisme pour l'an 2000 ?

Car le contenu de la formule « Horizon 80 », s'il est, paraît-il, publicitaire, n'en demeure pas moins fort vague. Derrière les têtes de chapitre sur la priorité à l'éducation nationale, la détente, la coexistence, la sécurité collective, la priorité aux investissements publics on peut mettre bien des politiques. Il est remarquable à ce propos que Mollet comme Defferre critiquent l'aspect « catalogue de têtes de chapitre » des propositions du P.C. mais que la résolution du congrès S.F.I.O. contient un catalogue tout aussi vague.

Une véritable politique se définit tout à la fois par les objectifs que l'on dessine, par la description aussi lucide que possible des obstacles que l'on rencontrera, c'est-à-dire l'appréciation des forces de l'adversaire, par la clarté sur les moyens que l'on mettra en œuvre pour lutter contre ces adversaires, par la désignation tout aussi claire des forces que l'on entend rassembler, sur les limites que l'on entend donner à ce rassemblement. Là-dessus, la publicité en faveur d'« Horizon 80 » ne nous dit rien. Aussi bien les réserves et les questions que nous avons déjà formulées demeurent entières.

Nous croyons que le problème de la France d'aujourd'hui n'est pas d'opposer un homme, une équipe, ou une constituante à de Gaulle sans mettre en cause plus fondamentalement le système néo-capitaliste et technocratique qui a pris en main tous les centres de décision de la société industrielle moderne.

Nous avons peut-être mal compris et nous pensons en tout cas qu'il faut là-dessus engager une discussion publique. Mais nous croyons que pour les promoteurs d'« Horizon 80 » le socialisme est une formule qu'il faut employer ou révéler comme un ensemble de rites, mais qui n'a pas d'actualité.

Pour eux, demander à la S.F.I.O. d'investir Defferre consistait finalement à respecter un certain nombre d'usages respectables certes, mais finalement sans grande importance.

Pour nous, le socialisme n'est pas une survivance à laquelle on consacre une sorte de culte. C'est au contraire la seule réponse possible que l'on puisse opposer à la technocratie envahissante de la société industrielle dans sa variante néo-capitaliste. Le socialisme d'aujourd'hui ce n'est pas, comme le dit Defferre, la prospective et les machines électroniques. Car celles-ci sont communes au système technocratique néo-capitaliste et au système du socialisme centralisateur khrouchtchevien. Le socialisme d'aujourd'hui, c'est le moyen d'assurer la démocratie de la gestion économique et de la planification, c'est un réseau dense d'organismes à la base dans les unités de production comme dans les unités territoriales, c'est l'expression des besoins sociaux, c'est la possibilité de discuter à tous les échelons des options et des contradictions et non pas de les étouffer dans le vase clos des débats d'état-major. Certes, une telle démocratie à la base, une démocra-

tie de la gestion a besoin de machines électroniques et de prospective, mais sans la démocratie de la gestion, la prospective et les machines électroniques ne produiront que des variantes de gauche ou de droite de la technocratie néo-capitaliste.

Comme l'a justement remarqué le cercle « Les Voies du socialisme » (qui groupe des militants communistes et syndicalistes), dans un texte récent, un des aspects les plus graves de l'opération menée autour de Gaston Defferre est de polariser toute la vie politique française autour de l'élection présidentielle dans des discussions de sommet, comme on l'a bien vu dimanche dernier à Clichy.

« Au lieu de considérer l'élection présidentielle comme un épisode dans la bataille de longue haleine que les forces syndicales et politiques anticapitalistes ont à mener pour faire triompher l'alternative socialiste au néo-capitalisme, au lieu d'inscrire leur volonté de transformation sociale dans le combat pour la conquête d'un pouvoir de contrôle et de gestion des travailleurs à tous les échelons de la vie économique et sociale, les états-majors politiques se contentent, au mieux, d'affirmer des revendications dans des programmes électoraux, comme si leur réalisation ne dépendait pas, avant toute chose, d'une action continue de contestation fondamentale des masses populaires. »

Montrer que le socialisme est un objectif accessible doit être notre préoccupation constante dans les discussions que nous menons avec les militants des organisations socialistes et communistes comme des organisations syndicales ou jeunes. Nous devons développer ce débat à tous les échelons à propos de l'élection présidentielle puisque la S.F.I.O. a pris une décision qui appelle discussion entre les différentes forces d'opposition au régime. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons : cette discussion doit s'ouvrir avec tous, sans exclusive d'aucune sorte à l'encontre des militants de partis ou de syndicats anticapitalistes.

A ce propos, on ne peut qu'approuver ce qu'écrivait le jeune journaliste de *Témoignage Chrétien* devant le refus de Defferre de discuter avec les communistes « au niveau de l'idéologie », écrivait Yvon Le Vaillant, je crois aussi que pour de jeunes hommes comme nous, cette rupture froidement décidée, ce refus immédiat de dialogue avec le parti communiste et tout ce qu'il représente comme masses humaines ne peut aller sans de douloureux problèmes de conscience. Au niveau de l'idéologie encore, je ne crois pas que cet escamotage délibéré de quatre millions de personnes puisse apparaître comme un signe de renouveau de la vie politique française, mais plus exactement comme une constante cruelle.

En réalité, le renouveau ne peut naître ni d'escamotages, ni de compromis de pure forme, ni de formules publicitaires, il ne peut venir que d'un débat allant jusqu'au fond des problèmes. Car nous croyons qu'en dépit des apparences et des positions tactiques des appareils, des milliers de socialistes, de communistes, de syndicalistes recherchent la voie d'un socialisme pour aujourd'hui et non pas pour des lendemains lointains.

Jean Verlhac.

Déclaration d'Edouard DEPREUX, secrétaire national du P. S. U au journal "Libération" à Télé-Luxembourg et Télé-Canada

« Libération », du 31 janvier, a publié une interview d'Edouard Depreux sur les différents problèmes actuels.

D'autre part, Télé-Luxembourg et la télé canadienne ont demandé à Edouard Depreux des déclarations sur la conférence de presse du général de Gaulle.

Notre secrétaire national a rigoureusement dénoncé l'apologie plus cynique que jamais du pouvoir personnel et absolu — même dans le domaine judiciaire — à laquelle s'est livré le Président de la République.

Nous donnons ci-dessous l'essentiel des déclarations faites à « Libération » par le secrétaire national du P.S.U.

Sur le contre-plan

« Nous préconisons un contre-plan, au sujet duquel on a commis bien des contresens. Il ne s'agit pas de reprendre le plan gaulliste en le modifiant sur certains points, ce qui serait une forme d'intégration au régime, mais de préparer la transition vers la seule démocratie qui nous paraît viable actuellement, c'est-à-dire la démocratie socialiste.

« Une sorte de malédiction a semblé peser, à travers toute l'histoire de la III^e et de la IV^e République, sur la gauche française. Lorsqu'elle savait s'unir, elle remportait, certes, la victoire aux élections. Mais, au lieu de gouverner pendant toute la législature, elle était contrainte de quitter le gouvernement au bout d'un an ou deux. Tant que le capitalisme restera maître des pôles de domination économique, on risque de connaître les mêmes déceptions. C'est pourquoi nous avons été résolument hostiles au « cartel des non », et nous ne voulons pas le voir revivre sous une autre appellation. »

Sur les réformes de structure

« Nous ne pensons pas qu'il faille traiter le gaullisme par l'homéopathie et remplacer un homme par un autre, même si le style est plus ou moins différent. Ce serait toujours faire du gaullisme sans de Gaulle, surtout si la Constitution de 1958 devait être maintenue avec simplement de légères modifications.

« Des réformes de structure s'imposent car ce n'est pas seulement le régime gaulliste qui doit être abattu, mais le régime capitaliste lui-même. En disant cela, nous ne cédonons à aucun dogmatisme, à aucun a priorisme doctrinal, mais nous constatons que les faits eux-mêmes soulignent la nécessité d'une marche vers le socialisme. »

Sur l'élection présidentielle

« Nous ne faisons absolument aucune question de personne, mais nous pensons que chasser de Gaulle par une coalition de socialistes et de conservateurs ne résoudrait rien si, au lendemain d'une pareille victoire, il fallait constituer un gouvernement s'appuyant sur des forces qui s'annihileraient réciproquement. On courrait alors à de nouvelles déceptions et à l'enterrement de la démocratie pour une très longue période.

« C'est pourquoi nous pensons qu'il n'est pas sensé de laisser le parti communiste en dehors des pourparlers tendant à l'édification d'un programme commun. Si le P.C. ne fait pas partie de la majorité, on est tenté de rechercher vers le centre, voire vers le centre-droit, un appoint qui paralyse l'élan vers une véritable démocratie ; nous pensons, en effet, qu'il ne suffit pas de restaurer la démocratie, mais qu'il faut l'instaurer véritablement, sur des bases à la fois politiques, économiques et sociales. »

Sur les colloques socialistes

« Un certain nombre de nos camarades se rendront au colloque pour y exprimer nos points de vue. La S.F.I.O. a entamé avec le Parti communiste une sorte de dialogue par la voie de la presse. Nous pensons qu'il serait plus logique d'inviter officiellement le P.C. ainsi d'ailleurs que la C.G.T. aux colloques. Plutôt qu'une série de discussions séparées, une confrontation générale serait infiniment plus logique.

« Nos amis feront des propositions dans ce sens. Si elles étaient accueillies favorablement, nous insisterions pour qu'on discute beaucoup plus des problèmes présents et de l'avenir que de la question de savoir qui a eu raison en 1920. »

1 L'unification socialiste

La division du mouvement ouvrier est l'une des principales causes de la faiblesse du socialisme français. Tant que cette division ne sera pas surmontée, les chances d'une victoire durable des forces socialistes demeureront faibles et aléatoires. D'où l'importance des discussions qui ont lieu et qui auront lieu avec le parti communiste.

Le problème de l'unité du mouvement ouvrier pose, d'abord, le problème de l'unité d'action entre le Parti communiste, le Parti Socialiste Unifié et la S.F.I.O. Il ne saurait cependant être conçu comme une simple liquidation des différentes suites de la scission de 1920. La situation historique dans laquelle est intervenue cette scission est maintenant loin derrière nous. Certes, de graves divergences subsistent, d'autres ont surgi au cours des années. Mais on ne peut espérer surmonter les unes comme les autres qu'à la condition de chercher à définir en commun les solutions des grands problèmes qui dominent aujourd'hui la société française.

Cette recherche est d'autant plus nécessaire que la notion de « forces socialistes » débordent largement le cadre des organisations nées de la scission de 1920. Des éléments nouveaux sont apparus. Et parmi ces éléments, il faut accorder une grande importance à ceux qui appartiennent aux différents mouvements catholiques ou d'inspiration catholique.

L'évolution qui s'est produite au sein de ces mouvements permet, en effet, d'envisager la participation de nombreux travailleurs catholiques au renforcement et au développement des organisations socialistes. L'expérience que nous avons faite au P.S.U. prouve que des croyants et des incroyants peuvent se retrouver sur des objectifs politiques communs sans que les uns ou les autres aient à sacrifier la moindre parcelle de leurs convictions philosophiques ou religieuses.

Si l'on veut qu'une telle expérience puisse être étendue à l'ensemble du mouvement socialiste, il faut trancher nettement un certain nombre de difficultés.

A. — La participation des catholiques au mouvement socialiste implique une renonciation claire et sans équivoque à toute forme d'organisation politique ou syndicale confessionnelle.

B. — Elle exige également qu'aucune référence philosophique ne figure dans la charte des organisations socialistes. Les marxistes n'ont pas à abandonner leurs conceptions matérialistes ; il leur faut cependant renoncer à lier l'adhésion à un parti à l'acceptation implicite ou explicite de ces conceptions.

C. — Cela signifie que de la même manière les catholiques renonceront à créer une organisation politique sur la base des idées social-chrétiennes ou personalistes.

D. — La participation des catholiques au mouvement socialiste doit enfin reposer sur une définition très précise de la notion de laïcité. Ce n'est pas seulement le problème des crédits scolaires qui est en cause. C'est celui de l'indépendance de l'université et du futur service national de l'enseignement à l'égard de l'action des églises comme à l'égard de toutes les tentatives qui pourraient être faites en vue d'imposer une doctrine d'Etat.

2 Démocratie et socialisme

La société française, comme la plupart des sociétés industrielles modernes, est caractérisée par les progrès de la concentration capitaliste, par le développement de l'organisation de l'économie, par l'apparition de nouveaux centres de décision et par l'extension du secteur d'intervention de l'Etat. Le système parlementaire classique peut difficilement assumer le contrôle des phénomènes de plus en plus complexes que cette évolution implique. Le recours aux procédés autoritaires et technocratiques est, dès lors, inévitable à moins que l'action démocratique déborde le cadre des institutions traditionnelles (législatives, départementales, municipales) et englobe les problèmes de la gestion aux différents niveaux où ils se trouvent posés.

C'est pourquoi nous devons affirmer que loin de constituer une solution lointaine à laquelle il sera toujours temps de songer lorsqu'une première restauration républicaine aura été accomplie, le socialisme représente, en fait, la véritable réponse démocratique à la situation créée par l'instauration du régime gaulliste, alors qu'un éventuel retour à la IV^e République ne saurait être qu'un épisode éphémère ou fictif.

L'expérience de la construction de systèmes de type socialiste en Union Soviétique, dans l'Est européen et en Chine a démontré que le refus d'accepter l'existence de plusieurs partis conduirait à la suppression du droit des tendances au sein du parti prédominant lui-même. Elle a également démontré que les nationalisations peuvent contribuer à étouffer la démocratie si elles ne s'accompagnent pas d'une profonde mutation du pouvoir politique, si les objectifs de la planification sont déterminés d'une manière autori-

Nous publions ci-dessous le texte de la déclaration adoptée par 29 voix contre 24 par le dernier Comité politique national.

C'est sur la base de ce texte que la délégation du P.S.U. au colloque des 8 et 9 février défendra les thèses du Parti.

taire par le gouvernement et s'il n'existe aucun contrôle populaire sur les différents organismes de direction économiques et politiques.

Aussi devons-nous nous prononcer clairement pour la construction d'un socialisme démocratique et non d'un socialisme d'Etat.

Le choix est d'autant plus important que dans les circonstances présentes, la grande majorité des travailleurs sera beaucoup plus sensible aux possibilités concrètes de démocratisation qu'à l'objectif — cependant capital — des nouvelles nationalisations. Ces travailleurs voient bien que sous la V^e République — mais cela commençait à être vrai sous la IV^e — les décisions les plus lourdes de conséquence sont prises en dehors des organismes pour lesquels ils sont appelés à voter. Cela provoque, chez eux, un certain sentiment d'impuissance et une incontestable dépolitisation. Mais cela peut aussi entraîner un nouvel intérêt pour l'action politique si les forces socialistes montrent comment il serait possible non seulement de peser sur ces décisions, mais encore de participer à leur élaboration. Cette démonstration relève moins de la propagande que de l'expérience et de la lutte. Nous ne développerons pas aujourd'hui les grandes lignes de cette stratégie à laquelle se rattache la notion de contre-plan, puisqu'un prochain colloque doit précisément aborder les problèmes des « voies vers le socialisme ». Nous croyons, par contre, que le premier colloque doit se prononcer sur le caractère « actuel » des solutions socialistes et sur la nécessité de lier le renouvellement de la démocratie au triomphe de ces solutions.

3 Le renversement du rapport des forces

Il ne manque pas de gens pour soutenir qu'une politique socialiste peut être conduite sans qu'il soit indispensable de procéder à de nouvelles nationalisations. L'Etat, disent-ils, n'a pas besoin de moyens d'action supplémentaires pour imposer à l'économie nationale les orientations qu'il estime les meilleures.

Nous nous inscrivons en faux contre cette affirmation. Le problème n'est pas technique, mais politique. Ce qui conditionne aujourd'hui l'attitude de l'Etat ce n'est pas la timidité de ses fonctionnaires, c'est le poids du rapport des forces sociales qui existe dans le pays. Tant que l'économie nationale sera dominée par les grandes affaires capitalistes, il est inévitable que l'action du secteur public soit, en dépit de divergences grandissantes, « concertée » avec celle des monopoles et des oligopoles du secteur privé.

Voilà pourquoi la nationalisation des pôles de domination économique (énergie,

transports, sidérurgie, industrie chimique, banques d'affaires, etc.) est un élément essentiel de tout programme de transition vers le socialisme. Sans cette nationalisation, la planification démocratique et la participation des travailleurs à la gestion des entreprises ne sauraient être véritablement assumées et développées.

Les conditions du passage de la prédominance des forces capitalistes à la prédominance des forces socialistes ne se réduisent évidemment pas au pourcentage des nationalisations accomplies. Des transformations profondes doivent intervenir au sein de l'Etat lui-même et, particulièrement, dans les organismes de défense et de répression (armée et police) dont il dispose.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces problèmes au moment de la discussion des « voies vers le socialisme ». Aussi, n'insisterons-nous aujourd'hui que sur le principe du renversement du rapport des forces sociales par la nationalisation des pôles de domination économique et de la réforme des structures de l'Etat.

Cette prise de position nous paraît d'autant plus importante que l'expérience que nous avons par deux fois eue — en 1936 d'abord, au lendemain de la guerre ensuite — nous a appris que les forces socialistes vont au-devant de la défaite si elles ne profitent pas de circonstances momentanément favorables pour franchir un certain seuil et atteindre, par des mesures suffisamment amples et radicales, un point de non-retour.

4 L'Europe indépendante

Il est devenu aujourd'hui impossible d'inscrire la perspective d'une victoire durable du socialisme dans un cadre purement national.

Les progrès de l'intégration économique européenne, l'évolution du tiers-monde, enfin la recherche par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. d'un nouveau *modus vivendi* ont créé, entre un certain nombre de pays, de tels liens, que les forces socialistes qui s'y développent sont conduites à envisager un avenir commun. Le temps est passé où l'on pouvait se prononcer pour ou contre l'unité européenne. Il s'agit aujourd'hui de savoir si cette unité se fera sous le seul signe de la domination capitaliste et du leadership américain ou si elle prendra un contenu socialiste et s'affirmera pleinement dans l'indépendance à l'égard des deux grands blocs militaires et dans la lutte pour la dénucléarisation et le désarmement atomique mondial.

Il sera naturellement nécessaire de discuter longuement des moyens d'une telle politique et aussi de ses étapes. Encore

faut-il, au départ, se mettre d'accord sur l'objectif final. L'objectif de l'Europe indépendante est, à nos yeux, le seul qui soit compatible, non seulement avec l'intérêt des peuples européens, mais avec la perspective de l'unification socialiste qui ne se fera ni sous l'égide du camp américain, ni sous celle du camp soviétique.

5 Syndicats et partis

Les nouveaux développements de l'économie capitaliste et l'intervention accrue de l'Etat ont élargi le secteur commun aux partis et aux syndicats. Ceux-ci sont appelés à assumer, en nombre croissant, des positions de caractère politique. Cela ne signifie pas que la tâche des partis et des syndicats peut être confondue. Mais cela implique l'établissement de nouveaux rapports entre les syndicats et les partis.

Ceux-ci ne peuvent se contenter de définir occasionnellement des objectifs communs. Il leur faut tenter d'élaborer ensemble un programme à court et à moyen terme qui débouche sur la perspective du socialisme, perspective désormais acceptée par les uns et par les autres.

Cette élaboration, qui conduit logiquement à la constitution d'un véritable front socialiste, doit être faite sur une base d'égalité et dans le respect de l'indépendance des syndicats à l'égard des partis. Ce ne sont pas les raisons historiques qui ont présidé à la rédaction de la Charte d'Amiens qui nous conduisent à réaffirmer ce principe. C'est la conception que nous nous faisons du socialisme et de la démocratie. La société que nous voulons construire tendra à éliminer les contradictions fondamentales qui caractérisent la société capitaliste. Mais elle connaîtra encore des antagonismes et des heurts qui ne pourront être réglés d'une manière démocratique que s'il existe des pouvoirs en contestation. Les syndicats ne sauraient donc dépendre directement ou indirectement de l'Etat. C'est en conservant leur autonomie qu'ils contribueront le mieux à la réalisation de l'idéal qu'ils n'ont cessé de proclamer : l'abolition du salariat.

Nous avons dit au début que le problème de l'unité du mouvement ouvrier et socialiste ne saurait être réduit à celui de la réunification des deux grands courants issus de la scission de 1920. Cela n'enlève rien pour autant à la nécessité de discussions avec le Parti communiste.

Nous constatons d'ailleurs que l'initiative d'entreprendre une discussion idéologique avec le Parti communiste a été prise par l'organisation même qui a pris l'initiative de ces colloques, le parti S. F. I. O. ; dans le même temps, des éléments nouveaux apparaissent à l'intérieur du mouvement communiste international, y compris sur le plan idéologique.

Dans cette situation, nous faisons donc la proposition aux participants du colloque de demander au Parti communiste de participer à la suite des discussions communes. Nous pensons, en effet, que c'est en clarifiant les positions des uns et des autres sur les problèmes idéologiques, sur ceux de la démocratie et du socialisme, sur ceux de l'Europe et ceux des rapports syndicats-partis que nous pourrions faire progresser l'unité des forces socialistes et populaires.

SEINE-ET-OISE : rapports entre partis ouvriers et organisations syndicales

La Fédération de Seine-et-Oise organisait, dimanche 2 février, une journée d'études sur le thème : « Les rapports entre partis ouvriers et organisations syndicales ».

Le sujet fut traité par deux conférenciers : Jean Poperen et Pierre Beregovoy.

Jean Poperen était chargé, avant d'étudier la question sous l'angle de l'actualité, de broser les grandes lignes de ces rapports au cours de l'histoire.

C'est ainsi qu'il distingue trois périodes :

1^o Jusque 1920 : Comment se sont affirmés les trois courants qui ont dominé le mouvement socialiste français ;

2^o 1920-1947 : La crise de la deuxième révolution industrielle et les trois tactiques proposées au mouvement ouvrier ;

3^o Période contemporaine : La recherche d'une stratégie unique du mouvement ouvrier.

Pierre Beregovoy avait comme tâche de traiter d'embée la situation présente.

Il montra la tendance contemporaine des syndicats à agir « politiquement » avec plus d'efficacité que les partis traditionnels. (Exemple : la lutte contre la guerre d'Algérie).

C'est pourquoi il insista sur la nécessité dans nos rapports avec eux,

d'employer un ton qui ne risquerait pas de faire croire à une priorité du Parti.

Il analysa les nouvelles formes d'aliénation des classes salariales, et il dénonça avec insistance les dangers pour les organisations syndicales de toute politique qui les conduirait à s'intégrer dans des organismes d'Etat.

Ensuite de nombreux camarades sont intervenus pour poser des questions qui avaient, surtout, pour but de demander aux conférenciers de préciser leur point de vue, en particulier :

Sur le rôle des syndicats chrétiens ; sur le courant anarcho-syndicaliste ; sur les possibilités de coordination de l'action syndicale des militants du P.S.U. ; sur le lien entre la revendication immédiate et les objectifs du socialisme ; sur le sens de la politique de contestation et les risques d'intégration ; sur l'inclusion des mouvements syndicaux dans le Front socialiste ; sur les caractéristiques du réformisme parlementaire et du néo-réformisme ; sur les problèmes posés par les crises économiques et l'aide aux pays sous-développés, etc.

Ces questions donnèrent l'occasion aux deux orateurs de développer leur pensée. Bien des vues communes furent ainsi exprimées.

Il fut alors possible — sans esprit

polémique et dans une atmosphère où dominait le souci de procéder à des analyses serrées — de discuter du sens du « contre-plan » ; Beregovoy arguant que ce mot d'ordre donne la possibilité de démontrer la nécessité de renverser le système gaulliste ; Poperen soutenant que cette démonstration ne constitue pas l'essentiel de notre lutte, qu'elle n'enfonce que des portes ouvertes. Notre rôle, selon lui, doit être de démontrer que la marche au socialisme passe par le renversement de l'obstacle le plus immédiat : le gaullisme ; il exige, avant tout, la réunification du mouvement ouvrier.

La Fédération de Seine-et-Oise a l'intention de publier en brochure les intéressants exposés de Jean Poperen et Pierre Beregovoy.

D'autre part, l'intérêt de cette réunion l'incitera à en organiser systématiquement de nouvelles.

PETITES ANNONCES

● Jeune ménage, membre du P.S.U., cherche, en banlieue Sud, logement 1 ou 2 pièces. Faire offre au Bureau national, 8, rue Jenner, Paris (9).

● Une camarade de la 13^e section cherche en location appart. 3-4 pièces, cuisine, w.-c. dans le 17^e, 18^e arrond., Levallois, Clichy, Courbevoie.

De Gaulle :
"Je suis content
de moi"

La conférence de presse du général de Gaulle, si elle n'a pas apporté beaucoup d'informations contrairement aux prévisions, a permis une fois de plus au chef de l'Etat de réaffirmer que sa Constitution est parfaite et, selon sa grande et traditionnelle habitude, a fait l'apologie... du général de Gaulle.

Bien entendu les quotidiens ont consacré à la conférence de presse de longs éditoriaux, mais dans la grande famille de la presse de droite, on se montre quelque peu déçu par les déclarations du chef de l'Etat, exception faite, bien sûr, de la feuille de l'U.N.R. « La Nation » qui ne recule devant aucun superlatif pour encenser le « grand capitaine ».

*

● Dans l'Aurore, Robert Bony était assez réservé : « Cette conférence élyséenne ne s'inscrira pas parmi les « fracassantes ».

● Même déception au « Figaro » où Louis-Gabriel Robinet titrait son article : « Ni révélations ni surprises ».

« A l'exception d'une ou deux allusions aux problèmes les plus brûlants, aucune des grandes questions à l'ordre du jour, en particulier, celle qui a trait au problème chinois, n'a été vraiment abordée. »

● Dans « Combat », Philippe Tesson est beaucoup plus affirmatif : « A aucun moment en effet il n'a évoqué le prix et les difficultés de la grandiose politique qu'il a définie. A aucun moment il ne s'est référé aux conditions qu'elle suppose. Ce qu'elle suppose, c'est une France dont la santé soit prospère. Est-ce bien le cas ? Il ne suffit pas de déployer les bannières, encore faut-il avoir la force de les soutenir. »

● « Le Populaire » pour sa part considérait avec juste raison que : « Le général vient de lancer le défi le plus extraordinairement précis à l'opposition démocrate et aux partis qui la composent. » Et ajoutait : « A eux d'y répondre. »

● Tandis que « l'Humanité », sous la plume de René Andrieu, rappelait quelques vérités concernant la politique « sociale » du régime :

« L'auditoire eut droit, selon un rite désormais obligatoire, au traditionnel couplet sur « les dissensions sociales (qui) s'estompent grâce à la prospérité générale ». Affirmation pour le moins audacieuse si l'on se souvient que l'année 1963 avec sept millions de journées chômées pour fait de grève a battu les records dans ce domaine depuis dix ans. Quant à « l'équité croissante et nécessaire dans la répartition des fruits du progrès national », il est vraisemblable que les ouvriers de Saint-Nazaire, par exemple, n'ont pas là-dessus le même point de vue que M. Dassault... »

● Et Claude Estier soulignait dans « Libération », que la conférence de presse du Général n'a été qu'une longue apologie du pouvoir personnel :

« Mais le dessein du général de Gaulle n'était pas seulement de dire que la Constitution de 1958 avait bien fonctionné — il était surtout d'affirmer — et il l'a fait avec un total cynisme — qu'il ne pouvait y avoir à ses yeux d'autre système que celui « où l'autorité tout entière est déléguée au président. »

● Enfin dans « Le Monde », Sirius tirait des conclusions pertinentes des propos du général de Gaulle :

« Si l'on admet que tout dans un pays puisse dépendre d'un seul homme et que les libertés soient davantage fondées sur une concession, une tolérance toujours révocables que sur un état de droit, la dictature plus ou moins totalitaire est déjà en germe. »

D.L.

Les syndicats et le travail des femmes à temps partiel

ON discute actuellement beaucoup de l'extension du travail à temps partiel des femmes. Jusqu'ici, cette formule suscitait nombre de réserves de la part des employeurs, dont elle aurait alourdi les charges, et aussi de la part des travailleuses pour lesquelles elle entraîne la suppression du salaire unique.

Cependant le Comité de liaison des classes moyennes et les assises nationales du commerce ont fait des propositions précises pour faciliter l'extension du travail à temps partiel. Cette campagne n'a pas laissé insensible le gouvernement et des études sont faites à ce sujet dans divers ministères. Il y a donc une évolution des Pouvoirs publics et du patronat qui espèrent trouver là, notamment pour les services administratifs et le tertiaire, une main-d'œuvre fluide, productrice et naturellement moins revendicative. Par contre, les syndicats

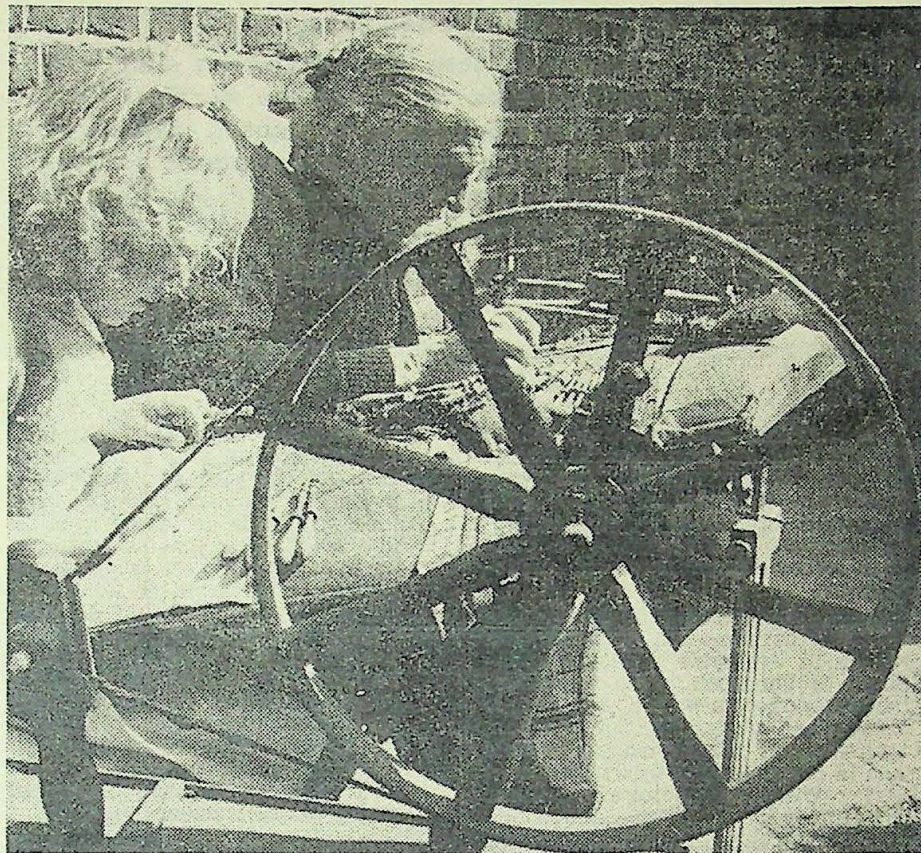
tous les syndicats de l'usine ». La C.G.T. estime que la formule de travail à temps partiel n'offre pas de débouchés aux femmes de certaines régions qui ne trouvent pas d'emploi. Elle estime que la solution doit être trouvée dans la satisfaction des revendications syndicales, en particulier la réduction du temps de travail, le développement des crèches, des garderies, des écoles et des dispositions sociales pour aider les mères travailleuses.

Ces critiques ne viennent pas seulement de la C.G.T. En décembre dernier, une conférence internationale des travailleuses, organisée par la C.I.S.C., à laquelle adhère la C.F.T.C., a estimé assez négatives les expériences de travail à temps partiel des femmes faites dans différents pays, en particulier au Canada. La conférence a mis en garde contre une campagne d'opinion et l'exploitation qui en est faite de la généralisation de

Mais il est évident que « l'intégration des travailleurs à temps partiel dans le champ d'application des conventions collectives », proposée par F.O., ne serait réalisable que si l'ensemble des centrales était d'accord. Il est d'ailleurs possible que la position des syndicats varie en fonction de la conjoncture économique. Dans une période où continue de sévir la pénurie de main-d'œuvre, où existe le travail noir qui permet toutes les exploitations, il est difficile de nier l'intérêt des formules de travail à temps partiel pour certaines catégories de salariés : jeunes, notamment étudiants, retraités, femmes.

Le travail des femmes pose d'ailleurs bien des problèmes qu'on passe trop souvent sous silence. Nous connaissons tous, dans nos milieux professionnels, des mères de famille qui se plaignent d'être écrasées de tâches. De telles réactions ont été aussi enregistrées par des élèves de l'Ecole de haut enseignement commercial pour jeunes filles qui ont fait récemment un sondage sur la condition de la femme française. Elles ont interrogé 259 femmes et 158 hommes, c'est-à-dire 417 personnes, réparties selon les normes de l'Institut national de la Statistique. 78 p. 100 des femmes interrogées sont opposées au travail de la femme à l'extérieur (et les hommes ont la même position) et pourtant 70 p. 100 des mères travaillent en raison du manque d'argent. Parmi celles qui ont un mari et des enfants, deux sur trois préféreraient un travail à mi-temps. Mais nous aimerions savoir ce qu'en pensent nos lecteurs.

Maurice Combes.



Des emplois subalternes n'ouvrent aucune perspective

ont vivement réagi à ce qu'ils considéraient comme une campagne publicitaire et dangereuse.

Madeleine Colin, secrétaire de la C.G.T., a vivement critiqué les inconvénients de la formule. Elle a constaté que les femmes qui travaillent à mi-temps subissent les mêmes frais pour les transports que celles qui sont employées à temps complet (ce qui n'est pas toujours vrai), qu'elles dépensent autant pour l'habillement et le coiffeur (ce qui peut être vrai également pour les femmes restant chez elles). Par ailleurs, Madeleine Colin a souligné que « les emplois à temps partiel sont des emplois subalternes et de remplacement qui n'ouvrent ni perspectives d'avancement ni sécurité de l'emploi et dispensent les patrons de satisfaire les revendications sociales ». La secrétaire de la C.G.T. a cité une entreprise de la région parisienne où « des femmes embauchées à mi-temps sont, selon les besoins, utilisées à temps complet ou mises à pied sans préavis et ne bénéficient pas, en cas de maladie, des avantages accordés au personnel à temps complet ». Dans une autre entreprise, « la direction voulait mettre d'office à mi-temps les femmes dont le taux d'absentéisme était trop élevé. Ce qui a d'ailleurs soulevé la protestation unitaire de

l'application du travail à mi-temps pour les femmes.

De son côté, le bureau confédéral de F.O. a déclaré « qu'il s'opposera à toute extension du travail à temps partiel si, faute de garanties légales et conventionnelles, il devait conduire à un travail au rabais ». Toutefois, il indique que « la Confédération est disposée à examiner avec le patronat et les Pouvoirs publics les conditions d'une telle pratique ».

Quelles peuvent être ces conditions ? Elles devraient résider essentiellement en un statut du travail à temps partiel, négocié de façon paritaire, et comportant des garanties en matière de conditions de travail et de stabilité de l'emploi. On pourrait même obtenir que soit réservée une certaine proportion d'emplois à temps partiel dans les entreprises et les administrations. Il faudrait également développer la qualification professionnelle des femmes, leur formation générale et technique pour leur permettre de trouver du travail à temps partiel ou de reprendre une activité professionnelle après interruption. Par ailleurs, comme le demande la C.G.T., des congés sans solde pour les mères qui élèvent des enfants, avec garanties de réembauchage et maintien des droits pour la retraite.

La Voulte : Réunion commune Partis - Syndicats

A la suite de l'appel lancé en commun par le Parti communiste, le Parti socialiste unifié, le Parti socialiste S.F.I.O., se sont réunis les militants de ces Partis et des syndicats C.G.T., C.F.T.C., S.N.I.

Ayant procédé à l'examen de la situation politique, ils ont donné leur accord aux principes énoncés dans le texte d'un appel.

Ils ont manifesté leur hostilité au régime gaulliste, pouvoir personnel favorisant l'exploitation des travailleurs par les trusts capitalistes, avec la réduction progressive des libertés démocratiques.

Ils estiment que le changement nécessaire de régime doit se réaliser dans la perspective d'une démocratie socialiste.

Le billet de Jean BINOT

PUISQU'IL L'A DIT

« L'homme de la nation » étant « la source » de tout pouvoir : défense, diplomatie, justice, police... il y a lieu de biffer les rôles caducs : d'humbles expéditionnaires en place de ministres (mais on assure que c'est déjà fait) et licenciement pur et simple de quelque neuf cents anarchiques dont les ombres de loin en lointantent le Luxembourg et le Palais-Bourbon.

Et les Français figés, formés en pyramide, seront le trône où s'assiéra, revêtu de son uniforme, le général providentiel.

A qui son bouffon répètera le mot de Montaigne : « Au plus élevé trône du monde, nous ne sommes assis que sur notre cul. »

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : FIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche

6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F

6 mois 15 F

1 an 28 F

Soutien 50 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

VENEZUELA :

la police d'«guérillero»

Le jour où Fidel Castro, après s'être installé à La Havane, commença à bouter hors de Cuba les intérêts américains, chacun se dit que quelque chose avait changé, que quelque chose allait changer en Amérique latine.

Une fois toutes les nationalisations terminées et les passions pour un temps apaisées, certains observateurs politiques qualifiés et lucides comprirent qu'il ne s'agissait là que d'un début. Ils se demandèrent alors quels seraient la prochaine cible, le prochain objectif de ce que l'on appelait déjà le castroïsme. Et ils se demandèrent également combien de temps il faudrait à un certain

nombre de mouvements d'extrême gauche pour renverser leurs gouvernements respectifs.

Rapidement, le point focal se stabilisa sur le Venezuela et sur la lutte révolutionnaire engagée par le F.A.L.N. (Front Armé de Libération Nationale).

Pourtant, lors des dernières élections présidentielles de décembre dernier, Raul Leoni, candidat gouvernemental, était élu et assurait de la sorte la permanence du système gouvernemental instauré par Romulo Betancourt depuis 1958.

POURQUOI ? COMMENT ?

Le paradoxe existe et d'aucuns ne s'y sont pas trompés qui savent que les rebelles du Venezuela constituent une réalité active, mais qui savent également qu'aux dernières élections présidentielles le candidat gouvernemental a été facilement élu.

Et ils disent, ceux qui jugent d'une situation politique en fonction des chiffres et des seuls résultats apparents : le Venezuela, avec toutes ses richesses, avec son fer, sa houille blanche, son manganèse, son charbon, et surtout son pétrole, n'a pas basculé dans le camp communiste ! Ils disent même : c'est une victoire posthume de Kennedy !

D'autres affirment, et en cela ils rejoignent l'ex-président Romulo Betancourt et son poulain, Raul Leoni, nouvel élu : la preuve est faite que la démocratie peut parfaitement fonctionner, même au pays des pronunciamientos.

Il conviendrait d'être moins prompt à l'enthousiasme, de se garder des formules toutes faites en dépit de leur séduction naturelle. Tout comme de l'euphorie qui, chez certains, est le fait d'un désir pris pour une réalité trompeuse.

Je reviens du Venezuela. J'ai passé dix semaines dans ce pays attachant, déconcertant, insolite, exaspérant et

charmeur, envoûtant, fanatique, dévot et libre penseur à la fois. J'y ai vécu en côtoyant et l'exotisme et le modernisme agressif dont le brassage incessant font de la vie quotidienne une aventure de tous les instants. J'ai pu m'entretenir avec les puissants du régime, le président de la République qui est le véritable chef de l'Etat, le « Patron », des ministres et des hauts fonctionnaires ; mais aussi avec l'homme de la rue et surtout avec certains leaders de la clandestinité. Chez tous, une même volonté : aller de l'avant. Mais cette marche vers l'avenir, ils la conçoivent, on s'en douterait, de façons fondamentalement, définitivement opposées.

Ceux qui se réclament de la démocratie souhaitent une transformation lente et progressive d'un pays qui, selon eux, n'est pas encore arrivé à maturité. Ils disent aussi : notre Plan se déroule selon les prévisions. Mais, ici, tout est différent. En Europe, vous aviez des techniciens. Ici, il a fallu tout faire. En Europe, vous vouliez lutter contre le communisme, ici, nous cherchons surtout à renforcer la démocratie, afin de la protéger des attaques de la gauche comme de l'extrême-droite qui recrute ses partisans dans l'armée. Nous n'avons pas encore eu le temps de nous atteler à cette tâche immense qui consiste à mieux répartir les richesses de ce pays.

Un pays riche peuplé de gens pauvres

L'opposition, légale ou clandestine, s'inscrit en faux contre ces déclarations lénifiantes. Le Venezuela est aujourd'hui un pays immensément riche, peuplé de gens pauvres. Répartir les richesses signifierait assécher la démocratie, l'installer. Il faut socialiser totalement et immédiatement l'économie du pays. Ainsi, les 140 millions de tonnes de pétrole extraites annuellement du complexe de Maracaibo, qui représentent 25 p. 100 du produit national et 90 p. 100 du chiffre des exportations, profiteront à l'ensemble de cette population de huit millions d'habitants.

Et comme les choses ne vont pas assez vite à leur gré, comme la réforme agraire ébauchée en 1958 — dès l'élection de Betancourt — a lamentablement échoué, et que les paysans de la campagne désertent l'intérieur du pays pour venir s'installer dans la capitale, comme Caracas compte aujourd'hui 500.000 chômeurs vivant dans des conditions de promiscuité, d'insalubrité et de misère indescriptibles, comme Fidel Castro a réussi sa révolution et que son exemple est à la fois exaltant et tentant, comme les Américains qui dirigent directement ou par personne interposée l'économie du pays, et partant sa politique, se montrent traditionnellement maladroits et irritants, comme les buildings des grosses sociétés dressent

leurs carcasses de béton et de verre au-dessus des « ranchitos », ces bidonvilles où souffle déjà la révolte, comme les Vénézuéliens sont des êtres à la fois tendres et excessifs, comme la vie d'un homme compte pour peu et que les armes parlent facilement, comme il n'y a guère de classe moyenne pour faire tampon entre le prolétariat de moins en moins résigné et une classe dirigeante et possédante cramponnée à ses prérogatives, et comme ils ne croient pas à la révolution pacifique, des hommes se sont groupés pour transformer par la force les structures du Venezuela.

C'est ainsi que naquit le F.A.L.N. ou Front armé de libération nationale. Des professeurs d'Université, des médecins, des avocats, des étudiants, des journalistes furent à l'origine de cette organisation qui se voulait le « bras armé » du parti communiste et du M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Et puis, deux mois avant les élections du 1^{er} décembre dernier, le gouvernement décréta d'arrêter les leaders parlementaires communistes et décréta les partis de gauche hors la loi. Il ne pouvait rendre organisations clandestines urbaines et les maquis de la montagne virent ainsi venir à eux des paysans, des ouvriers, des soldats, des officiers dé-

Et ce fut la guerre. Une guerre de plus en plus dure, de plus en plus impitoyable. Une guerre sans merci où la loi du talion est la seule règle que l'on se veut reconnaître. Aux offensives meurtrières de la police politique, ou « Digepol », succèdent des opérations du F.A.L.N. où l'on rend coup pour coup. Aux arrestations, aux tortures, aux camps de concentration, les hommes de la clandestinité ripostent par des enlèvements, des coups de main, des occupations provisoires de villages ou de préfectures. De temps en temps, une opération est montée qui est destinée à alerter



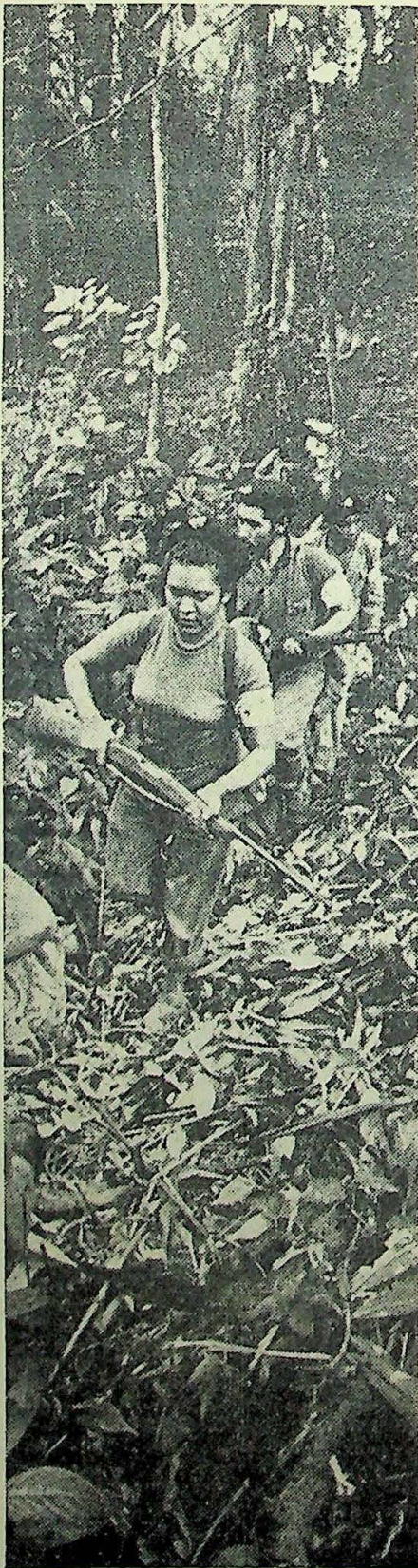
Des armes hété-

l'opinion publique internationale. C'est alors le vol des tableaux français, le kidnapping de Di Stefano et celui du colonel Chenault, chef adjoint de la mission militaire américaine.

Quatre polices

Les quatre polices qui existent au Venezuela sont sur les dents, jour et nuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Des quartiers entiers de Caracas, où nous avons pu exceptionnellement pénétrer, Lidice, le Guarataro, la Pastora sont encerclés en permanence. La police n'ose plus s'y risquer. Le F.A.L.N. y fait la loi. Des caches d'armes sont installées, des refuges des infirmeries sont montés ; des voies d'accès ou de sortie secrètes aménagées. Parfois découvertes, d'autres les remplacent aussitôt. L'organisation clandestine se structure comme une armée secrète avec son organisation verticale, ses cellules, son système de liaison, d'information, de secours, de propagande. Et lorsque certains de ses hommes sont pris, on tente de les faire évader, individuellement ou collectivement. Et l'on y réussit souvent. Et puis, on les fait partir pour la montagne, dans la Sierra du Falcon ou de l'Oriente.

J'ai mis deux mois à parvenir à percer à la fois la rigueur des systèmes de liaison, parfois leur incohérence, ou encore leur provisoire démantèlement par la police politique. Par cinq fois, des rendez-vous que j'avais avec des leaders de la clandestinité se sont trouvés annulés par la mort ou l'emprisonnement de l'homme que je devais rencontrer. Et la police politique alertée par des fuites ou des informations recueillies par recoupement, non contente d'ouvrir mon courrier et de surveiller mon téléphone, pénétra même un jour dans ma chambre d'hôtel, emportant ab-



(Photo Peter Douglas)

Parfaire son implantation en «milieu naturel».

Betancourt a gagné les élections, les "os" relancent la lutte révolutionnaire

seulement tous mes papiers sans même avoir le tact de simuler un cambriolage normal.

« Les officiers américains seront jugés et condamnés »

Vicente Carpio, commandant de guérilleros urbains, 24 ans, ouvrier typographe, vivant dans la clandestinité la plus totale depuis plus de trois ans, qui a sous ses ordres quarante hommes et femmes qui lui obéissent aveuglément, qui a conçu,

tendu, grillant cigarette sur cigarette, Juan Alfredo Palacios. Son attitude contraste avec celle de Vicente Carpio dont le calme, l'assurance et le flegme m'avaient profondément impressionné. L'explication est simple : il sort de prison. Il est encore terriblement marqué par son séjour entre les mains de la « Digepol ». Il a hâte de partir au maquis. C'est dur de vivre dans une clandestinité constante lorsque l'on n'a que dix-neuf ans. Il est communiste depuis l'âge de treize ans, déclare-t-il. Pourquoi ? Pour aboutir à un changement radical du système politique actuel. C'est simple,

L'armée gouvernementale, équipée de blindés, d'avions, encercler les positions rebelles à intervalles réguliers.

Parfois, ils attaquent au lance-flammes ou à la bombe au phosphore. Les militaires tiennent les routes d'accès et ont posé des milliers de mines dans les champs qui entourent ces montagnes. On ne peut circuler que sur des pistes que seuls les soldats et les paysans connaissent. Mais les paysans sont les amis des maquisards. Ils les nourrissent, mais aussi les préviennent dès qu'il y a une opération montée par l'armée. Et puis, des guetteurs munis de jumelles et de postes émetteurs, installés dans les arbres, avertissent à leur tour les camps où se tiennent les guérilleros.

L'équipement des hommes du Falcon : il est hétéroclite et provient essentiellement des armes prises au cours d'intrusions faites dans les casernes de police ou de l'armée. Certaines, toutefois, ont été conservées en lieu sûr depuis la révolution de 1958 qui vit notamment le pillage des arsenaux. Leur uniforme ? Simple. Pantalon et chemise kaki, béret noir. Aux pieds, des « alpartagas », sandales dont la semelle est faite d'un morceau de pneu. Par accord tacite, les paysans portent exactement les mêmes ; dès que l'on aperçoit une trace de botte à talon, on sait qu'elle signifie le passage d'un soldat gouvernemental.

C'est selon un programme très strict que les maquisards passent leurs journées lorsqu'ils ne sont pas en opé-

ration. Corvées d'eau, de cuisine, de nettoyage, réparation ou fabrication des « alpargatas », entraînement militaire, éducation politique.

Le campement guérillero où nous nous trouvons abrite une vingtaine de combattants. Trois ou quatre de ces campements constituent un détachement. Les campements de la montagne sont séparés les uns des autres par plusieurs heures de marche. Cette distance répond à deux nécessités : échapper plus facilement aux attaques ennemies, multiplier les rapports avec les paysans. Car il faut préciser que l'objectif de la guérilla vénézuélienne n'est pas d'attaquer systématiquement les forces ennemies, mais essentiellement de parfaire son implantation en « milieu naturel » afin de créer les bases d'une véritable armée populaire qu'elle souhaite indéracinable. Et cela n'est pas facile. Les conditions naturelles sont dures, beaucoup plus dures que dans la Sierra Maestra qui abrita Fidel Castro. Le Falcon est un immense massif montagneux, très humide, sans cours d'eau. C'est la forêt vierge. Une faune diverse et fournie : tigres, pumas, singes, serpents, cochons sauvages. La terre — quelques rares clairières — est très pauvre, hérissée de rochers, de pierres coupantes. La marche, dans ces régions, tient plus de l'escalade que de la promenade digestive. Les paysans qui, dans leurs champs minuscules cultivés à grand mal dans des clairières escarpées, font pousser du maïs, de la canne à sucre et de la banane, fournissent ainsi leur ordinaire aux maquisards.



(Photo Peter Douglas)

lites prises au cours des intrusions dans les casernes.

organisé et exécuté notamment le kidnapping de Di Stefano et celui du colonel Chenault, m'a déclaré le jour où je l'ai interviewé en plein Caracas, à trois heures de l'après-midi, dans l'appartement hospitalier où j'avais été conduit avec les précautions d'usage : « Le gouvernement nous fait une guerre sans merci. Nous rendons coup pour coup. Nous n'avons pas peur. Nous finirons par gagner. Quant à l'enlèvement du colonel Chenault, il ne faut pas y voir seulement une opération destinée à faire parler de nous. Cette fois, c'est beaucoup plus important. Il s'agit d'un geste politique prémédité. Il s'agit d'un avertissement. Car nous allons continuer. Et nous voulons que les Américains sachent que nous n'entendons plus tolérer leurs intrusions constantes dans notre vie politique. Et le prochain officier américain que nous enlèverons pourra être jugé par nos tribunaux révolutionnaires. S'il est reconnu coupable, il sera condamné à une peine de prison, ou peut-être plus. Et, croyez-moi, la sentence sera exécutée... Ils finiront peut-être par comprendre ! »

Le lendemain, j'ai un autre rendez-vous. Cette fois, avec un homme de la base. Il s'appelle Juan Alfredo Palacios. Il est noir. Il a 19 ans. Il a été arrêté trois fois. Il vient de s'évader d'une prison de Caracas. La filière est prête qui doit le conduire au maquis. Notre entretien se déroule dans une maison des environs de Caracas, dans la montagne. Pour y parvenir, un « ami » — jamais revu — nous a conduit. Sur un périmètre de dix kilomètres tout autour de la propriété, le terrain est balisé de guetteurs qui suivent la progression de notre voiture. Il y a des paysans dans leurs champs, un électricien sur un poteau, un marchand ambulant, une femme à l'arrêt du car... Et puis une petite pièce nue, aux murs blanchis à la chaux. Derrière une table, nerveux,

net et précis. Et pour ce faire, il a déjà risqué sa vie vingt-trois fois et il est prêt à continuer.

Une barbe comme Fidel

Quant à l'homme qui commande les maquis, il s'appelle Douglas Bravo. Il est de haute stature et porte un collier de barbe qui n'est pas sans rappeler celle de Fidel Castro. Ce père de famille, ancien étudiant à la Faculté de Droit de Caracas, puis ouvrier, a été l'organisateur du premier appareil du P.C. vénézuélien, aussitôt après la révolution du 23 janvier 1958 qui vit le renversement de Perez Jimenez. Puis, avec Petkof, il a créé, structuré les fronts de guérilla dans les montagnes. Le plus important est celui où nous nous trouvons, dans la Sierra du Falcon, à 1.000 mètres d'altitude, et à 400 kilomètres de Caracas, dans une forêt humide et quasiment impénétrable.

Au côté de Douglas Bravo, dont le gouvernement a souvent annoncé la mort mais qui est toujours bien vivant, un lieutenant, Tulio, déserteur de l'armée où il a passé quatre ans après avoir étudié à l'École militaire.

Autour de nous, Nelson, 17 ans, chanteur ; Bolivar, 18 ans, ouvrier, sa mère a été tuée par la « Digepol » ; Negro Bravo, 26 ans, paysan ; Alberto, 33 ans, paysan ; Frei, ouvrier, ancien dirigeant syndical ; Mauricio, 28 ans, ancien speaker à Radio-Caracas, aujourd'hui speaker à la radio du F.A. ; L.N., 24 ans, analphabète ; Trina, 37 ans, ouvrière du textile et dirigeante syndicale, grand-mère, deux ans de guérilla, tuée dans un combat récent ; Conchita, 19 ans, infirmière, qui a deux frères dans un autre détachement.

Le chef parle. Parfois, un homme ou une femme approuve d'un signe de la tête.

Quatre fronts de guérilla

Il y a actuellement quatre fronts de guérilla rurale : le Falcon, le Lara, le Charal et le front d'Oriente, à l'est de Caracas. Le quartier général, ou « commandancia », se déplace en même temps que Douglas Bravo qui est aujourd'hui, de tous les chefs de la guerre révolutionnaire, le plus connu, le plus symbolique. Il est toujours accompagné de son adjoint, le lieutenant Tulio Martinez, ancien officier de l'armée régulière passé à la rébellion après avoir lui-même participé à une opération d'encercllement de ceux qu'il devait bientôt rejoindre, alors que dix mille de ses anciens compagnons d'armes continuent de ratisser la région.

Et en dépit de ces énergies farouches, de ce courage qui se confond avec le quotidien, de cette organisation de plus en plus forte, de l'appui des populations rurales et urbaines, de la discipline librement consentie qui, petit à petit, fait place à une insouciance désarmante de candeur mais dangereuse et nuisible sur le plan révolutionnaire, en dépit du sang déjà versé et de celui que, très simplement, ces hommes et ces femmes s'approprient à offrir à une cause choisie en toute liberté, en dépit de tout cela, et de tout ce que nous ignorons parce que, par pudeur, on ne nous l'a

point conté, le gouvernement l'a emporté lors de la dernière consultation électorale.

Une victoire à la Pyrrhus... Une victoire de la machine administrative et politique mise en place par Betancourt en cinq années d'un gouvernement qui s'est mis au service du parti majoritaire, l'Action Démocratique. Les gouverneurs de province sont des hommes nommés par le parti. D'eux dépendent l'eau, l'électricité, les hôpitaux, les dispensaires, les écoles, les distributions de vivres ou de vêtements aux indigents, les secours en espèces, l'embauche, les travaux publics, la faim, l'aisance, la misère, le pouvoir et... les listes électorales. J'ai vu, deux semaines avant les élections, des urnes déjà prêtes et remplies de bulletins... Je sais que, dans l'Orénoque, un bulletin vaut deux bolivars (environ deux francs) et un pantalon... J'ai recueilli de la bouche d'un franciscain l'aveu que certaines listes étaient truquées et composées des noms d'individus que l'on promenait de bureau de vote en bureau de vote, utilisant pour ce faire les autobus municipaux ou réquisitionnant les camions d'une entreprise ou d'une usine dont les propriétaires ne savent ou ne peuvent rien refuser au régime.

Le doigt dans la teinture

Alors l'abstention ? Le vote blanc ou nul ? L'abstention était difficile dans un pays soumis à un régime policier oppressant et où le vote obligatoire se voit sanctionné par un doigt trempé dans une teinture noire indélébile qui ne s'efface qu'au bout de quinze jours. Et des contrôles a posteriori faits dans la rue, au café, au restaurant, soumettent les irréductibles à des amendes, des interrogatoires sans fin, des poursuites parfois plus graves. Quant au vote blanc ou nul, il a fait que Raul Leoni, candidat gouvernemental, n'a recueilli que 32 p. 100 des suffrages en dépit de la préparation quasi parfaite de ce scrutin « démocratique ».

Un exemple : à Caracas, où le scrutin doit, en raison d'impératifs politiques locaux et internationaux, se dérouler d'une façon régulière, Raul

Leoni ne recueillait que 7 p. 100 des suffrages totaux...

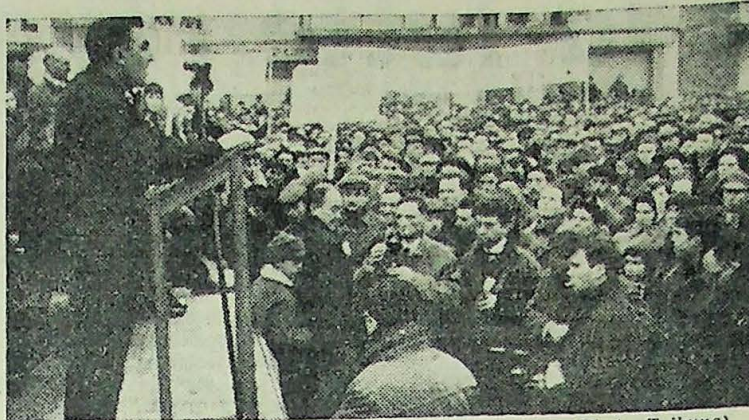
Et puis la révolution au Venezuela, quels que soient son dynamisme et sa vigueur, sa résolution et son courage, est un mouvement jeune. L'éducation des masses et la lutte contre la propagande gouvernementale en sont encore au stade du balbutiement. La clandestinité, si elle concourt au ralliement des populations en contribuant à une certaine imagerie dont tout combat est tributaire, ne permet pas une action régulière et en profondeur. C'est là le seul répit sur lequel peut compter le gouvernement. Mais qu'il ne s'y fie pas. Sa dernière victoire électorale n'a rien prouvé. Et lorsque des hommes sont prêts à mourir et le prouvent tous les jours, alors le mouvement est irréversible.

Claude Barret.

SAINT-QUENTIN : les travailleurs de chez Bull et le chômage

SAINT-NAZAIRE

La courageuse résistance des travailleurs des fonderies



M. Thoby (U.L. de la C.F.T.C.) s'adressant aux travailleurs au nom des organisations syndicales.

CINQ soirs de suite j'ai participé avec des camarades du P. S. U. à la lutte que mènent actuellement les travailleurs des fonderies pour obtenir simplement la possibilité de continuer à pouvoir travailler dans leur usine. Ils ont su après la réception par un sous-fifre de Pompidou de la délégation de Saint-Nazaire, que la fermeture des « Fonderies » était, hélas, inéluctable, mais, comme me l'expliquait Hulo, délégué C.G.T. des « Fonderies ». « Si nous luttons c'est pour montrer à tous les ouvriers qu'il est possible de le faire. Nous ne voulons pas de bagarre mais il était nécessaire que la presse parle de nous. Le problème des licenciements n'est plus seulement syndical, il devient également politique, car il montre la volonté du Pouvoir actuel de s'attaquer à toutes les conquêtes ouvrières : droit au travail, sécurité sociale, mutualité, administration des H. L. M. formant un tout.

« Nous continuerons de nous battre près de nos camarades des « Chantiers » (450 mises à la retraite anticipées, 200 licenciements et pour l'ensemble de ceux qui restent, des réductions d'horaires entraînant une diminution des salaires de 80 à 160 F par mois). Je suis d'accord avec G. Declercq et le Comité de défense de l'emploi quand ils demandent d'organiser dès maintenant une grande manifestation à Nantes. Ce mouvement commencé à Saint-Nazaire doit faire tache d'huile, car il faut que la plus grande productivité améliore la condition des travailleurs, et ne crée pas au contraire le chômage. »

D'autres me diront : « Nous ne devons pas seulement renverser de Gaulle, car nous n'oublions pas qu'en 1955 et 1957, les gouvernements dits « démocratiques » de l'époque avaient eux aussi envoyé les C.R.S. pour s'opposer aux revendications légitimes des travailleurs ; non, il nous faut renverser le régime capitaliste et la seule solution est socialiste, et ce n'est pas Deferre qui nous l'apportera. »

J'entendis aussi : « La seule réponse que nous envoient les pouvoirs publics, ce sont les C.R.S. Nous sommes en état de siège. Nous n'avons jamais vu des C. R. S. défendant le peuple contre le patronat. Les bourgeois ont toujours préféré l'ordre à la justice, surtout la justice sociale. »

Comment luttent les fondeurs ?

Les fondeurs, tous unis dans une même volonté, appartenance syndicale différente oubliée, offrant un front commun, décidèrent de coucher la nuit, 60 à tour de rôle, dans l'entreprise, leur journée de travail étant terminée. Mais, malgré l'accord de leur directeur, Bonnel, lui-même opposé à la fermeture des « Fonderies », que rien ne justifie, malgré l'accord de la municipalité et le calme des ouvriers, qui n'avaient nullement l'intention de détruire leur instrument de travail et se contentaient « d'occuper » le réfectoire, le sous-préfet Cottez, surnommé « la Bavarde » par Pinczon, directeur des « Chantiers », donna donc l'ordre à la police locale appuyée par des C.R.S. de faire évacuer l'usine. Ce fut une faute tactique de sa part, car si le premier soir nous étions 100 appelés par la sirène de l'usine, le cinquième soir, nous étions 2.000, ce qui permit de sensibiliser beaucoup plus de personnes à la compréhension de l'union Capital-Pouvoir, face aux ouvriers.

Si le premier soir, les fondeurs opposèrent la non-violence aux policiers se laissant porter dehors par ceux-ci, le cinquième soir fut une soirée bouleversante pour moi et la toute assemblée. Quand les commissaires forcèrent la porte du réfectoire, ce ne fut pas des hommes qu'ils trouvèrent en face d'eux, mais onze ouvrières tricotant. « Vous direz bien, madame la journaliste, me dit un délégué, vous direz bien que ce sont des femmes chefs de famille, des employées et ouvrières des Fonderies, des veuves ayant jusqu'à six enfants à charge et qui se trouvent maintenant sans travail. Voyez Mesdames, leur dit-il, je vous présente une camarade du P.S.U. Dites bien toute notre misère. Voyez, aujourd'hui, nous avons un départ normal en retraite.

Le problème de l'emploi

Emue par la grave crise de l'emploi qui sévit actuellement à Saint-Nazaire, la section nazairienne du P.S.U. affirme sa solidarité avec les travailleurs et préconise les solutions immédiates suivantes :

Versement intégral du salaire en attendant le reclassement ; Reclassement des licenciés ; Abaissement de l'âge de la retraite sans perte des avantages qui y sont attachés ; Semaine de 40 h. payée 48.

Mais pour le P.S.U., ces solutions ne sont que des expédients pour parer au plus pressé. La crise de l'emploi reviendra régulièrement tant que régnera le régime de libre entreprise où les salariés sont sacrifiés à la recherche du profit.

Face à cette situation, le P.S.U. préconise une planification démocratique (c'est-à-dire élaborée et contrôlée avec les travailleurs), seule capable de développer les secteurs prioritaires aux dépens des secteurs improductifs.

Mais il va de soi que cette planification ne se fera que par le changement des structures économiques et dans le cadre du socialisme. C'est pourquoi le P.S.U. appelle à l'union de toutes les forces de la gauche au sein du front socialiste.

D'habitude c'est une petite fête et nous lui aurions fait un cadeau. Mais maintenant nous n'avons pas le cœur à ça. Tant que nous luttons nous n'avons pas le temps de penser aux lendemains qui nous attendent, mais ce n'est plus pareil quand nous sommes rentrés à la maison ». Une femme de fondeur me dit aussi : « Moi, j'ai mon mari qui a 40 ans de boîte, et mon fils 3 ans, tous deux licenciés. Qui me nourrira maintenant ? Je vomis Saint-Nazaire par les yeux. Je n'y ai connu que des luttés pour ne même pas gagner son pain »

Les agents de police, dispersés dans la cour des Fonderies, ouvrirent toutes les portes à la recherche des ouvriers sans les découvrir. Quand à 19 h. 30 ils étaient arrivés, accompagnés de 1.700 C.R.S. (60 fondeurs, c'est dangereux sans doute !), une

voiture qui les guettait, était venue aussitôt, avertissant les fondeurs, et ceux-ci avaient vite rejoint la place qui leur avait été désignée. Bientôt un pont roulant, situé à une hauteur d'un 2^e étage ordinaire, et pouvant sortir à l'air libre, s'ébranla et quatre fondeurs juchés dessus vinrent haranguer la foule, qui criait des « HIP, HIP, HIP, HURRAH ! ». D'un autre toit l'*Internationale*, reprise en chœur par tous. Mais quand le premier policier voulut monter à l'assaut, il reçut une décharge électrique, toutes les échelles ayant été électrifiées. Les portes avaient également été soudées. Ah ! ils avaient fait du beau travail les gars.

Pendant 5 heures d'affilée, les C.R.S. durent rester figés face à la foule qui les narguait et qu'ils avaient repoussée les soirs précédents. Une chaîne de militants ouvriers protégeait les C. R. S. pour éviter les heurts.

Une délégation du Comité de l'emploi était allé trouver le sous-préfet pour qu'il retire ses C.R.S., mais celui-ci les reçut d'une façon injurieuse et leur dit que les forces de police resteraient tant que les ouvriers occuperaient l'usine.

Mais les fondeurs, au moment choisi par eux, descendirent de leur pont par des cordes, 60 hommes sans armes avaient pu résister à près de 2.000 hommes armés !

Combien de licenciements ?

Hélas ! cette victoire ne doit pas faire oublier qu'il y a maintenant 1.500 licenciés à Saint-Nazaire et que les Fonderies sont maintenant définitivement fermées et occupées « manu militari ». Sur les 250 fondeurs, seuls 11 modeleurs ont été réembauchés par Sud-Aviation, mais à 1 F de moins de l'heure.

Au meeting où les représentants des trois syndicats rendaient compte devant 8.000 métallurgistes, des piètres résultats de leur entrevue avec le sous-fifre de Pompidou et avec Pinczon, Malnoë pour F.O., Thoby pour la C.F.T.C. et Piconnier pour la C.G.T. devaient dire tour à tour que Pinczon avait voulu faire une opération chirurgicale pour se débarrasser des ouvriers qu'il trouvait trop âgés et cela pour conserver le maximum de profits, que la lutte des classes est toujours bien réelle et que la solidarité ouvrière est plus nécessaire que jamais. Ils demandèrent que l'intérêt général passe avant le profit et dirent que les travailleurs ne pouvaient accepter d'être déclassés ou mis à la retraite anticipée, sans indemnités compensatrices, et que le complexe sidérurgique que le gouvernement veut faire construire au Mexique aurait eu plus sa place en Basses-Loires car il aurait pu permettre de diminuer ici le prix de revient de la construction navale, comme cela se passe à Dunkerque.

La lutte se durcira sans doute encore pour faire échec à la misère menaçante. Je fais ici appel à tous les camarades qui me lisent pour qu'ils comprennent bien que ce qui se passe à Saint-Nazaire, les concerne tous, car ce n'est pas un fait local isolé, mais au contraire il est la conséquence d'un contexte national. C'est la recherche par le Pouvoir de la destruction des mouvements sociaux où ils sont puissants, et le désir d'étouffer toute revendication sociale par l'organisation du chômage.

Denyse Franck.

Le problème Bull, dont il est question depuis plusieurs mois sur le plan national, suscite à Saint-Quentin un intérêt tout particulier. Il intéresse en effet directement une importante filiale de la compagnie : l'usine des A.P.S. (Ateliers de précision de Saint-Quentin), qui occupait encore, voici quelques mois, 1.500 ouvriers, employés et cadres, et dont l'activité consistait en la production de pièces de petite mécanique destinées à la fabrication de machines comptables.

Au mois de juin dernier, la direction de cet établissement décidait le licenciement de plusieurs dizaines de salariés, donnant pour raison de cette mesure une diminution des commandes.

Quoi qu'il en soit, les sections syndicales des A.P.S., conscientes de la gravité de la menace qui pesait dès lors sur le personnel, décidaient d'en appeler à l'opinion. C'est ainsi que fut créé, en juin 1963, un Comité d'action contre les licenciements qui rassemble les organisations suivantes : PC, SFIO, PSU, MRP, CGT, CFTC, FO, CGC, FEN, SNI, SNET, JC et JOC.

De plus, plusieurs personnalités civiles et religieuses s'associèrent effectivement à l'action du Comité.

Devant le ralentissement des activités de l'usine et la menace qui se précisait de sa fermeture, une partie du personnel le plus qualifié prit les devants en quittant l'établissement pour émigrer vers d'autres régions.

Cependant, à l'appel du Comité, une importante manifestation contre les licenciements avait lieu à St-Quentin, groupant environ 2.000 travailleurs.

La situation demeura ensuite stationnaire jusqu'à la veille des fêtes de fin d'année, époque à laquelle la direction des A.P.S. annonça, en même temps qu'une réduction des heures de travail, qu'elle ne serait plus en mesure d'assurer l'emploi du personnel au-delà du 1^{er} mars.

Manque de main-d'œuvre

Le Comité d'action, saisi de nouveau, décidait d'agir par tous les moyens en son pouvoir pour empêcher une telle mesure qui allait mettre en chômage quelque 950 salariés, cela dans une ville en état de récession économique.

Le préfet de l'Aisne, saisi du grave problème de la fermeture probable des A.P.S., ne pouvait cette fois encore donner le moindre apaisement quant à l'avenir de l'usine. Il promettait toutefois d'intervenir vigoureusement auprès des ministres intéressés et de la direction générale de la Compagnie.

Le sentiment dominant est que celle-ci n'a pas cessé de faire régner sur l'affaire un climat d'incertitude, se refusant toujours à donner le moindre éclaircissement sur le sort de sa filiale de Saint-Quentin.

Récemment, certains cadres et ouvriers qualifiés se sont vu offrir une mutation à l'usine Bull de Belfort, dans des conditions sans doute acceptables pour les intéressés, qui n'en sont pas moins mis devant l'alternative de quitter leur région ou de se trouver sans emploi. Cette solution partielle, qui intéresse les éléments les plus utiles à la Compagnie, privera assurément la région d'une main-d'œuvre qualifiée en affaiblissant sensiblement son potentiel économique.

Devant les atermoiements de la Compagnie Bull et la carence, apparemment complice des Pouvoirs publics, le Comité décidait d'informer la population par un meeting.

Au cours de celui-ci qui rassembla les courants les plus divers, l'accent fut mis par l'un de nos camarades désigné à l'unanimité comme porte-parole du Comité sur l'incapacité des Pouvoirs publics d'empêcher une situation aussi désastreuse de se développer et de dénoncer une crise dont l'acuité grandit chaque jour.

Les sections syndicales de l'usine, lassées de voir se prolonger une telle situation, appelèrent le personnel à débrayer, le mercredi 29 janvier, et à se rendre en masse à la sous-préfecture. Cette belle manifestation, appuyée par le Comité, déroula dans l'artère centrale de la ville, un cortège de plusieurs centaines de personnes qui vint stationner devant la sous-préfecture, tandis qu'y était reçue, sans résultats tangibles, une délégation du Comité.

Le soir même de cette manifestation, la préfecture communiquait que le ministre de l'Industrie recevrait, à Paris, le samedi 8 février, une délégation composée de M. le Préfet de l'Aisne, de M. le Sous-Préfet, de M. le Député et de huit membres du personnel des A.P.S.

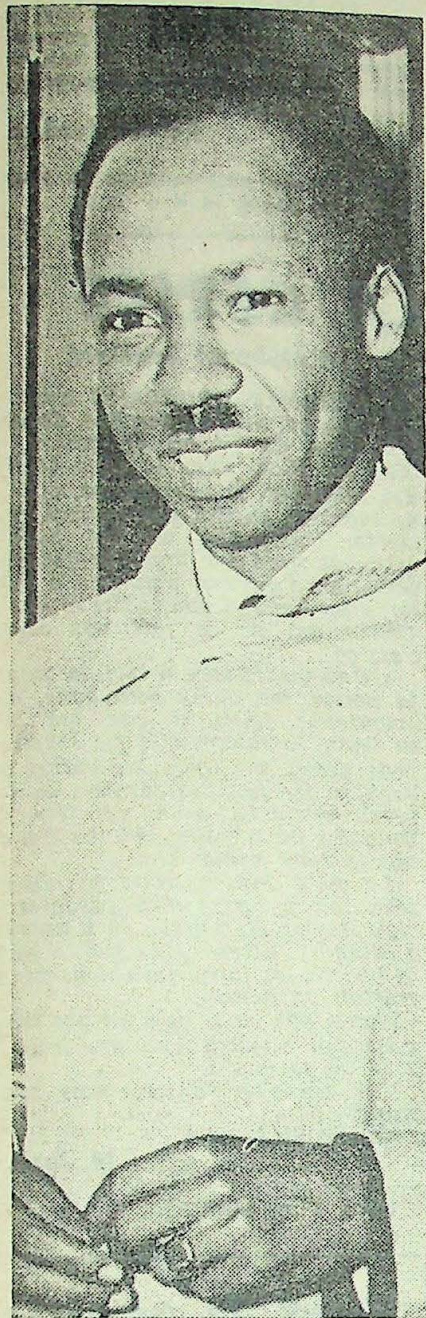
Les choses en sont là au moment où nous écrivons cet article.

Cette affaire n'est qu'un acte de la concentration industrielle qui s'opère un peu partout dans le pays et dont les travailleurs sont les victimes.

Elle prouve enfin que les monopoles n'hésitent pas à sacrifier délibérément certaines régions au profit de zones choisies par eux dans un plan favorisant leurs seuls intérêts.

Y. Dhéry et Y. Gauthier.

AFRIQUE



(Agip.)

Julius NYERERE.

Isolement de la France. Renforcement de l'influence de l'Allemagne de l'Ouest

Bilan de la politique européenne de de Gaulle

Il y a un an, à peu de jours près, de Gaulle interdisait brutalement l'ouverture de la communauté de l'Europe des Six à la Grande-Bretagne.

A l'occasion du premier anniversaire de l'événement, il vient de faire un bilan de sa politique européenne, un an après le grand coup d'éclat antibritannique.

Le malaise provoqué chez les cinq partenaires de la France au sein des communautés supranationales (Marché commun, Euratom, C.E.C.A.) n'est pas allé jusqu'à provoquer l'éclatement de celles-ci. Il n'a même pas empêché, s'il l'a sans doute rendu un peu plus difficile, l'accord réalisé en décembre dernier sur les problèmes agricoles. La secousse pourtant avait été rude. Il apparaît donc que les organismes européens des Six (Allemagne, Italie, France, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) installés successivement de 1950 à 1957 (date du traité de Rome sur le Marché commun) ont les reins solides. Il y a des chances très fortes pour que l'organisation supranationale ainsi mise sur pied résiste désormais à tous les assauts qui pourraient être lancés contre elle.

Mais il est fort probable aussi qu'elle risque de marquer le pas un certain temps. Nous n'assisterons sans doute pas dans un proche avenir à la création de nouvelles auto-

rités supranationales, surtout pas à la construction d'une union politique débordant le cadre des secteurs économiques limités où s'est bornée jusqu'ici l'entreprise européenne.

Ce piétinement est, dans une large mesure, le résultat du refus opposé par de Gaulle à la Grande-Bretagne.

Deux voies en effet s'offraient aux Six : soit l'élargissement géographique par l'admission des Anglais (et avec eux de quelques autres pays européens), soit le renforcement institutionnel de leur union. Ils ne pouvaient s'engager dans les deux à la fois : les Britanniques avaient bien du mal à se résigner à la supranationalité même dans des secteurs limités ; ils n'étaient pas encore prêts à consentir des abandons de souveraineté dans le domaine politique ; c'était déjà, aux yeux des « Européens », un progrès considérable qu'ils se soient décidés à entrer dans le Marché commun. Il fallait donc choisir et sacrifier un objectif à l'autre.

Ce choix, les cinq partenaires de la France l'avaient fait : ils préféreraient surseoir à tout projet de nouvelles formes d'intégration pour faciliter l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

De Gaulle s'est mis en travers. Cela signifie-t-il qu'on va changer de direction et s'engager dans l'autre voie ? Nullement. Et cela, pour deux raisons :

D'abord de Gaulle, qui a hérité la supranationalité de la IV^e République, est peu disposé à de nouveaux abandons de souveraineté, surtout dans le domaine politique. C'est ce que l'on entend par la formule « Europe des patries » opposée à l'Europe intégrée.

Ensuite, il apparaît de plus en plus que, malgré l'échec de l'an dernier, les cinq partenaires de la France continuent à faire de l'adhésion de la Grande-Bretagne leur premier objectif. Il est remarquable que, depuis quelques semaines, Ehrhard, Saragat, Spaak, Luns, ont multiplié les déclarations en ce sens. « Sans la Grande-Bretagne, l'Europe est un corps sans tête », a dit le chancelier allemand. D'une manière générale, tous ressentent la crainte que de Gaulle ne cherche à constituer une Europe continentale très fermée. Ce sentiment, à l'heure actuelle, est chez eux plus fort que leur désir de poursuivre l'intégration. Comme il est certain aussi qu'aucun gouvernement de Londres ne pourra prendre à nouveau l'initiative de frapper à la porte avant les prochaines élections législatives, on préférera attendre en se bornant à écrire le pire et à ménager l'avenir. Tout est donc bloqué pour l'instant.

Un traité vide de toute substance

Un autre résultat de la politique de de Gaulle a été un incontestable renforcement de la position allemande. Le gouvernement de Bonn s'est empressé de profiter de la bouderie de de Gaulle contre les Américains et les Anglais. Il a aussi resserré ses liens avec l'Italie. Le traité signé il y a un an avec Adenauer est pratiquement vidé de toute substance. Pour avoir voulu s'imposer lourdement comme leader d'une Europe fermée, en écartant l'Angleterre, de Gaulle s'est condamné à l'isolement et a donné à l'Allemagne l'occasion d'accroître son influence.

Le résultat, on s'en doute, ne pèse pas seulement sur les problèmes d'organisation européenne ; il risque de retentir aussi sur l'ensemble de la situation internationale.

Pour avoir cru que la possession d'une « force de frappe » était la clef d'une grande politique, pour avoir eu des ambitions démesurées, de Gaulle s'est, en fait, condamné à l'impotence diplomatique. Il a placé la France en dehors du seul terrain où elle pouvait exercer une influence politique réelle, notamment en coopérant avec la Grande-Bretagne à des initiatives en faveur de la détente internationale. Il a au contraire offert un rôle plus important à l'Allemagne de l'Ouest qui, en raison de ses propres problèmes, se trouve plus disposée à freiner les tentatives d'accord entre les deux blocs qu'à les encourager.

Bien entendu de Gaulle saura quand même trouver des effets de grandiloquence sur le prestige de la France, retrouvé grâce à la V^e République.

Une situation délicate

Les Anglais, quant à eux, sont conscients de la situation délicate dans laquelle ils sont placés. L'impérialisme britannique ne pouvait pourtant pas faire autrement que de voler au secours de ses planteurs et de ses grands comptoirs !

Sir Alec mise ainsi sur les éléments modérés d'Afrique Orientale en espérant sauvegarder les principaux intérêts de ses compatriotes. Pourtant il ne manque pas d'être gêné par l'immobilisation de ses troupes à un moment où les soldats de la reine font encore régner l'ordre aux quatre coins du monde, à Chypre, en Indonésie... N'est-ce pas jouer de malchance en période pré-électorale ?...

Bonne chance, M. Wilson !

Gérard Denecker.

Robert Verdier

ORIENTALE : Le retour et l'intervention impopulaires des troupes anglaises

LES mutineries d'Afrique Orientale, dont le Tanganyika a été le premier victime, ont fait éclater au grand jour un malaise perceptible depuis plusieurs mois. La révolution de Zanzibar n'est d'ailleurs probablement pas étrangère au déclenchement de ces événements. Pourtant les forces populaires, et en particulier les syndicats, n'ont pas, au départ, participé au mouvement caractérisé essentiellement par une action revendicative de militaires. Reconnaissons que ces derniers, sous les ordres d'officiers britanniques, étaient bien placés pour ressentir les conséquences du néo-colonialisme ; aussi ne faut-il pas s'étonner qu'ils réclament le départ des officiers étrangers, l'africanisation des cadres, le relèvement des soldes et se servent de leurs armes pour appuyer leur action.

Les gouvernements de Julius Nyerere (Tanganyika), Jomo Kenyatta (Kenya) et Milton Obote (Ouganda) sortent affaiblis de cette épreuve. Ces hommes sont les leaders de jeunes pays indépendants où cohabitent des groupes ethniques très divers dont les antagonismes ont souvent été utilisés par le colonialisme britannique qui détient encore des intérêts non négligeables. Ces hommes ont déjà dû affronter une opposition constituée par les

syndicats et l'aile gauche de leurs partis respectifs. Il leur est reproché de freiner l'africanisation des cadres et de ne pas procéder à une véritable liquidation des séquelles du colonialisme. Julius Nyerere avait d'ailleurs été obligé de se retirer il y a deux ans sous la pression des syndicats.

Le retour des troupes anglaises est loin d'être populaire... La mort de trois Tanganyikais à Dar-es-Salaam, a suscité une vive émotion ; le bruit court aussi que des syndicalistes, qui préparaient la grève générale auraient été arrêtés dans cette ville.

Choix entre deux politiques

Que vont maintenant faire les dirigeants d'Afrique Orientale après cette intervention qui renforce les éléments révolutionnaires ? Ils n'ont le choix raisonnablement qu'entre deux politiques. La première consiste à miser sur le soutien britannique, mais l'opposition, forte de l'appui des masses, deviendra vite assez puissante pour prendre en main la situation. La deuxième est une politique révolutionnaire basée sur des réformes profondes, en particulier dans l'agriculture, et sur la liquidation des séquelles de l'ère coloniale.

TRIBUNE
DES LETTRES

Comment remédier à l'insuffisance de l'assistance technique aux pays sous-développés

LE MONDE EN FRICHE

de Gabriel Ardant

TOUT le monde convient que la croissance économique rapide des pays sous-développés est une impérieuse nécessité. Mais tout le monde aussi peut constater que jusqu'à ce jour les progrès sont lents, que l'assistance apportée par les pays les plus favorisés est très insuffisante, que d'ailleurs, même si elle était fortement accrue à bref délai, elle ne pourrait à elle seule permettre de résoudre le problème.

Or le temps presse. La résignation qui a conduit un grand nombre de peuples à accepter si longtemps leur misère a pris fin. On ne peut envisager que le développement de leur capacité de production reproduise la lente évolution des pays de l'Europe Occidentale au cours du XIX^e siècle et pendant la première moitié du XX^e.

Est-il possible de surmonter ce dilemme?

Sans aucun doute, répond Gabriel Ardant qui vient de publier une se-

conde édition de son livre : « Le monde en friche ». (1).

Cette conviction a pour fondement une constatation qui justifie ce titre : « Un monde affamé est à côté d'un monde en friche. » Autrement dit l'humanité actuelle vit dans le gaspillage. Gaspillage chez les riches, qui sont encombrés de surplus agricoles et dont la capacité de production industrielle n'est pas pleinement utilisée, même dans les cas où la conjoncture est déclarée satisfaisante parce qu'il n'y a pas de chômage. Gaspillage aussi chez les pauvres, gaspillage des bras inutilisés, gaspillage de ressources agricoles non exploitées, gaspillage d'intelligence enfin par l'absence de toute formation même élémentaire. Or toutes ces virtualités de travail et de richesses peuvent être immédiatement exploitées et à peu de frais.

Pourquoi ne le sont-elles pas ?

L'auteur énumère plusieurs raisons. Bornons-nous ici à signaler la principale : on commet généralement l'erreur de croire que l'on peut appliquer et surtout qu'il suffit d'appliquer à la situation des pays sous-développés des méthodes de

croissance valables pour les pays déjà économiquement puissants. On songe presque uniquement aux investissements coûteux, à la création d'une importante infrastructure industrielle, pour offrir de l'emploi aux innombrables chômeurs. Or, à supposer que l'on dispose toujours des capitaux et des techniciens nécessaires, cet effort ne répond pas aux besoins réels. Les effets ne peuvent en être que très lents. De plus, les entreprises industrielles modernes exigent un nombre relativement faible de travailleurs. Si bien que, d'une action complémentaire et d'une autre nature, l'installation d'une usine dans une ville a pour résultat d'attirer des campagnes une masse d'hommes qui ne peuvent être tous embauchés et qui s'entassent dans les bidonvilles. Sans doute aussi oublions-nous trop souvent que le problème le plus urgent à résoudre dans ces pays est de satisfaire les besoins les plus élémentaires, en premier lieu celui de nourriture.

L'auteur est ainsi amené à retourner la formule classique : l'investissement crée l'emploi, adéquate dans nos pays, pour dire : l'emploi créera les possibilités d'investissement.

La méthode consiste, pour l'essentiel, à distinguer deux secteurs : celui des grands travaux planifiés et coûteux, dont la nécessité n'est pas niée, et celui de multiples petits travaux agricoles décentralisés, consacrés à des améliorations élémentaires, mais sans grandes mises de fonds et à effets très rapides.

L'application en a déjà été faite. Gabriel Ardant décrit dans son livre les expériences tentées au Maroc, en Tunisie et, plus récemment à Madagascar : épierrage de terres où l'on peut récolter du blé ou de l'orge, forage de nouveaux points d'eau, construction de murs pour la défense des sols contre l'érosion, barrages légers pour de petits réservoirs d'irrigation, et tant de travaux qui peuvent être exécutés à peu de frais, sans grand équipement, avec un petit nombre de techniciens et de cadres administratifs. Comme ceux à qui on propose de les entreprendre devraient en être les premiers bénéficiaires, on peut espérer qu'ils accepteraient cette « mobilisation » sans que le recours à la contrainte fût nécessaire.

Elimination des gaspillages

Quant au concours des pays riches, il demeurerait nécessaire. Mais il ne devrait pas consister uniquement, comme c'est le cas jusqu'ici, en apport de capitaux ou de techniciens.

D'abord leurs surplus agricoles devraient être affectés à une sorte d'avance permettant de contribuer à nourrir les populations ainsi mises au travail, pendant la période où elles ne pourraient encore récolter les fruits de leurs premiers efforts.

Ensuite et surtout les « riches » devraient chercher à stabiliser les cours des principales matières premières en créant un fonds international de stockage. Les pays sous-développés tirent souvent leurs principales ressources en capitaux de l'exportation d'une matière première. L'oscillation des cours mondiaux provoque parfois en conséquence de véritables catastrophes. Ainsi, en 1958, le contingentement des importations d'étain entraîna en Malaisie la fermeture de 43 % des usines et le chômage de 35 % de la main-d'œuvre qui y travaillait. Aussi longtemps que de tels à-coups se produiront, l'anarchie du commerce international risquera d'annuler les effets des dons ou des prêts consentis aux pays sous-développés.

Effort de lucidité et effort d'organisation rationnelle pourraient donc permettre, selon Gabriel Ardant, une élimination relativement rapide des gaspillages et une accélération de la croissance des pays les plus retardataires, que les méthodes employées jusqu'ici n'ont pu obtenir. Tel est l'essentiel de la thèse. Sans prétendre donner ici un compte rendu complet, signalons au moins la place importante qui est consacrée aux questions de la formation et de l'enseignement. L'expression « investissements intellectuels » souligne leur fonction économique.

On souhaite qu'une telle étude soit largement répandue parmi les militants des partis de gauche. Ceux-ci n'ont sans doute pas à découvrir l'importance du problème de l'aide

aux pays sous-développés. Mais il faut avouer aussi qu'ils ne connaissent guère d'autre solution que l'augmentation de l'aide financière, souvent mal utilisée par les gouvernements qui la reçoivent, et naturellement fort peu séduisante pour l'opinion publique.

Robert Verdier.

(1) Presses universitaires de France, in-8°, 320 pages, 16 F + T. L.

LA CERISE

d'Alphonse Bouclard

ALPHONSE BOUCLARD c'est un peu ça, une vie terrible, dégueulasse de prison en prison, de flics en flics, avec le plus terrible des microbes, la tuberculose, une vie de mauvais garçon pas repent, mais lucide, humoriste, de cet humour triste et froid des hommes qui n'ont plus rien à perdre, plus rien à espérer, « La Cerise » pour cette espèce de Céline qui ne le fait pas exprès, c'est ça.

« Une vieille pote à moi, la guigne, la poisse, ma chère compagne, mon amoureuse folle, si elle me colle au train, la salope, elle me sourit en code pénal, me roule des patins aux bacilles, me fait des caresses au bistouri, m'envoie pour ma fête des bouquets de flicailles, d'huissiers, des billets doux papier bleu. »

La vie à Fresnes c'est pas du gâteau, on y apprend à savourer sa cigarette et ses fayots, on y apprend à attendre, attendre, la fin, la porte, la liberté, les jupes qui volent sur un trottoir, la liberté.

N'ayez pas peur, ça n'est pas triste. « Borniol viendra toujours trop tôt pour les larmes. »

Une tranche de vie, mais quelle tranche !

Quelle vie !

M. Joch.

(Edit. Plon, 15,40 F).

Vient de paraître

● « KARL MARX », par Roger Garaudy. Un livre donnant une vue d'ensemble de l'œuvre de Marx, écrit par un communiste depuis le rejet de l'interprétation stalinienne de Marx. (Ed. Seghers, 4,90 F).

● LES BATAILLES DE LA LIBERTE, par J. Alvarez del Vayo. Des Mémoires d'un ancien ministre républicain espagnol, toujours en exil. (Ed. François Maspero, 18,80 F).

● REFLEXIONS SUR L'EDUCATION, d'Albert Thierry. Une réédition faite à l'occasion du 50^e anniversaire de l'ouvrage où Thierry exposa ses conceptions sur l'éducation. (Ed. L'Amitié par le livre, Blainville-sur-Mer (Manche)).

● LE GALA DES EMBLUMES, de San - Antonio. Toujours des jolies filles, des répliques étourdissantes et également une enquête sur la mort d'un médecin. (Edit. Fleuve Noir).

● MORT DANS LA CRECHE, de Jack Iams. La veille de la distribution des jouets « le père Noël » est assassiné. Sa mort rapprochera deux jeunes gens qui adorent les enfants et tenteront de découvrir l'assassin. (Edit. Plon).

● TOMBE POUR UN VIVANT, de Peter Randa. Un oncle à héritage meurt. Son entourage est inquiet car sa mort ne semble pas naturelle. (Edit. Fleuve Noir).

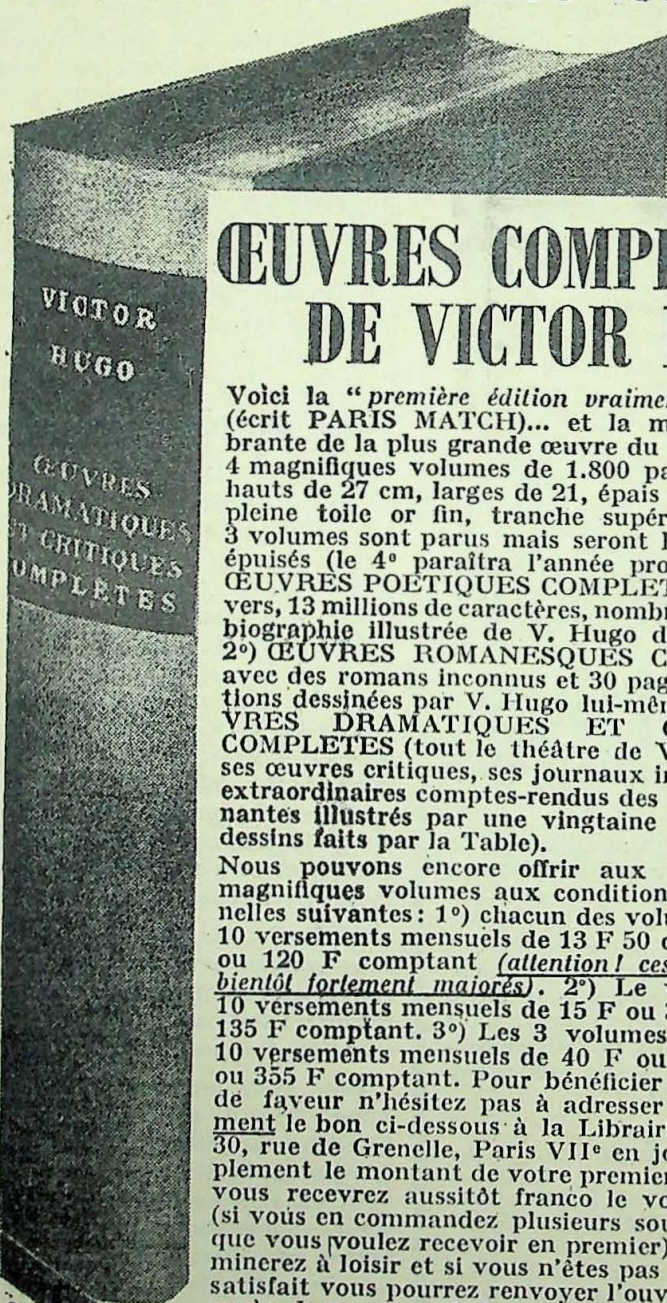
● SECTEUR EST, de M. G. Braun. Une mission de Alex Glenne en Pologne à la recherche d'un dépôt d'armes. (Edit. Fleuve Noir).

● LE DERNIER MESSAGE DE M. SUZUKI, de J. P. Conti. La femme d'un milliardaire possède un bureau muni de tous les appareils modernes de recherche. Un gang la soupçonne de cacher certains plans... Drame en pleine mer. (Edit. Fleuve Noir).

● FACE D'ANGE PREND DES VACANCES de A. Saint-Morice. Gunther doit interrompre ses vacances pour assurer la garde du corps d'un technicien spatial. Avant lui, deux de ses collègues y ont laissé leur peau. (Edit. Fleuve Noir).

Pour quelques jours encore des conditions exceptionnelles sont offertes à nos lecteurs

pour les



ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

Voici la « première édition vraiment complète » (écrit PARIS MATCH)... et la moins encombrante de la plus grande œuvre du XX^e siècle : 4 magnifiques volumes de 1.800 pages environ, hauts de 27 cm, larges de 21, épais de 6,5, reliés pleine toile or fin, tranche supérieure dorée. 3 volumes sont parus mais seront hélas bientôt épuisés (le 4^e paraîtra l'année prochaine) : 1^o ŒUVRES POÉTIQUES COMPLETES (153.873 vers, 13 millions de caractères, nombreuses tables, biographie illustrée de V. Hugo de 40 pages.) 2^o ŒUVRES ROMANESQUES COMPLETES avec des romans inconnus et 30 pages d'illustrations dessinées par V. Hugo lui-même. 3^o ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLETES (tout le théâtre de Victor Hugo, ses œuvres critiques, ses journaux intimes et les extraordinaires comptes-rendus des tables tournantes illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table).

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs ces magnifiques volumes aux conditions exceptionnelles suivantes : 1^o chacun des volumes I et II : 10 versements mensuels de 13 F 50 ou 3 de 42 F ou 120 F comptant (attention ! ces prix seront bientôt fortement majorés). 2^o Le volume III : 10 versements mensuels de 15 F ou 3 de 46 F ou 135 F comptant. 3^o Les 3 volumes ensemble : 10 versements mensuels de 40 F ou 3 de 125 F ou 355 F comptant. Pour bénéficier de ces prix de faveur n'hésitez pas à adresser immédiatement le bon ci-dessous à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e en joignant simplement le montant de votre premier versement : vous recevrez aussitôt franco le volume choisi (si vous en commandez plusieurs soulignez celui que vous voulez recevoir en premier) vous l'examinerez à loisir et si vous n'êtes pas entièrement satisfait vous pourrez renvoyer l'ouvrage 3 jours après dans son emballage d'origine. En ce cas votre commande sera annulée et vous serez immédiatement remboursé.

BON

à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE - 30 rue de Grenelle - Paris-VII^e
(cocher les cases précédant les formules adoptées)

Veillez m'adresser les Œuvres Poétiques Complètes les Œuvres Romanesques Complètes les Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes. Je réglerai en 1 3 10 versements. Veuillez trouver ci-inclus chèque chèque postal compte Librairie Pilote N° 1390531 Paris de _____ Francs.

Je garde le droit de renvoyer dans les 3 jours la 1^{re} volume que je recevrai et en ce cas ma commande sera annulée et je serai immédiatement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

N° C. C. P. ou bancaire _____ T.S. 1

TRIBUNE DES ARTS

Télévision

A Monte-Carlo l'U.R.S.S. prouve son avance dans le domaine spatial

LES cendriers sont vides, les projecteurs éteints, les pavillons amenés, les affiches retirées, les microphones débranchés et les jurés enfin libérés : le IV^e Festival international de Télévision de Monte-Carlo vient de fermer ses portes.

L'U.R.S.S. et le Japon y ont recueilli les principaux lauriers. Des lauriers qui, pour cette occasion, se sont transformés en « Nymphes d'or ». Et personne ne songera à contester les décisions d'un jury international qui, en dépit de certains dosages réclamés par le souci d'une diplomatie attentive, a fait preuve d'un sens certain de l'équilibre.

Il est en effet évident que le reportage japonais sur Hiroshima et ses conséquences — actuelles encore — méritaient d'être mises en vedettes, tout comme le documentaire soviétique sur le vol spatial, intitulé « Cosmvision ».

Et cet extraordinaire document tourné lors du vol orbital et quasi « conjugal » de Valentina et de son compagnon a démontré — si besoin s'en faisait encore sentir — que les Russes, ayant parfaitement mis au point la technique du rendez-vous spatial, sont maintenant en mesure d'envisager le plus sérieusement du monde la mise sur orbite de trois stations-relais T.V. Ces stations, d'un poids de 100 à 1.000 tonnes — alors que la fragilité de Telstar, qui ne pesait que 80 kilos, n'a pu être longtemps démentie — pourraient être habitées par des techniciens chargés de surveiller les turbines produisant un courant de 10 kW, soit quelque trente mille fois la puissance des batteries solaires de feu Telstar.

Cela signifierait que les stations-relais T.V., demeurant en permanence en vue de vastes territoires, sinon de la terre entière, pourront arroser ceux-ci de leurs émissions de télévision. Ce qui signifierait également que ce système correspondrait à l'acheminement simultané d'une vingtaine de programmes sans qu'il soit nécessaire d'interposer entre la station émettrice et notre poste récepteur le réseau de télévision nationale.

Que cela signifie-t-il de façon concrète ? Eh bien ! si demain, trois Vostocks ou trois Syncoms sont en place et que la plupart des grandes nations disposent d'un émetteur leur permettant d'utiliser le satellite-relais, cela autorise par voie de conséquence di-

recte quiconque possède un poste bien équipé de capter n'importe quelle émission diffusée dans le monde.

Une fois cette évolution accomplie, une fois que les problèmes de différence horaire et de langues seront reconnus, sinon définitivement résolus, l'avenir de la Mondovision pourra se présenter sur quatre plans distincts.

L'installation dans les principales capitales des pays équipés pour émettre via satellites de bureaux représentant les télévisions nationales qui procéderaient de la sorte à des échanges, essentiellement valables sur le plan de la grande information.

L'accord, entre les actualités télévisées de ces mêmes pays au terme duquel un échange d'informations quotidiennes et urgentes se fera à une heure prévue.

La diffusion d'émissions dirigées comme cela se fait couramment aujourd'hui sur le plan de la radio. L'U.R.S.S., les U.S.A. diffusent, en effet, plus de trois cents heures de programmes par jour destinées aux pays étrangers, émises au moment de la meilleure heure d'écoute et, bien entendu, dans la langue du pays destinataire. Il pourra — techniquement — en être de même en télévision, dans la mesure toutefois où des accords formels seront pris entre les pays fabricants de programmes et qui stipu-

● Au Festival T.V. de Monte-Carlo le Grand Prix de la Critique internationale a été décerné au film français « Angola 63 », produit et réalisé par World T.V. Press, une agence animée par notre collaborateur Claude Barret et par Cl. Otzenberger.

leraient notamment l'interdiction formelle de brouillage des émissions, l'engagement de ne pas se livrer à des campagnes de propagande politique et, enfin, qui porteraient sur la répartition des longueurs d'ondes et — notion nouvelle — des heures d'exploitation.

Enfin, de longues, de très longues conférences devront régler ce qui pour l'instant est un problème quasi insoluble : la publicité sur les ondes de la télévision.

Il conviendrait, en effet, de se souvenir que le premier essai de Mondovision réalisé et réussi à l'aide du satellite Telstar fut le fait d'une compagnie privée et qu'une seule heure d'émission, au tarif d'amortissement actuel, ne coûterait pas moins d'un milliard de dollars.

En conclusion, et avant de nous laisser devenir la proie du rêve, il s'avère certain que nous allons vers une forme de télévision en France qui se devra d'accepter le principe d'une publicité commerciale, même limitée, même contrôlée. Et surtout vers la télé-pédagogie mondiale. En effet, Gaston Berger, père de la « prospective », avait calculé, avant sa mort, que l'utilisation des satellites-relais pour la lutte contre l'analphabétisme serait infiniment plus efficace et plus économique que la construction de trois millions d'écoles et la formation de vingt-cinq millions de maîtres que réclameront impérativement, en l'an 2000, les quatre milliards et demi d'habitants que portera notre planète...

Claude Barret.

de tous les « ismes » qui fleurirent ces cent dernières années : surréalisme, futurisme, expressionnisme, tachisme, fauvisme, suprématisme, et j'en passe.

Réalisé en toute indépendance, ce dictionnaire ne se borne pas à une sèche énumération, mais joint la critique à l'analyse. Le lecteur dispose donc d'un livre précis et documentaire, qui peut lui servir d'instrument de travail aussi bien que de culture. Une très abondante illustration reproduit les œuvres dans lesquelles les peintres ont mis le meilleur d'eux-mêmes. Un dictionnaire à conseiller aux professionnels ainsi qu'aux simples amateurs.

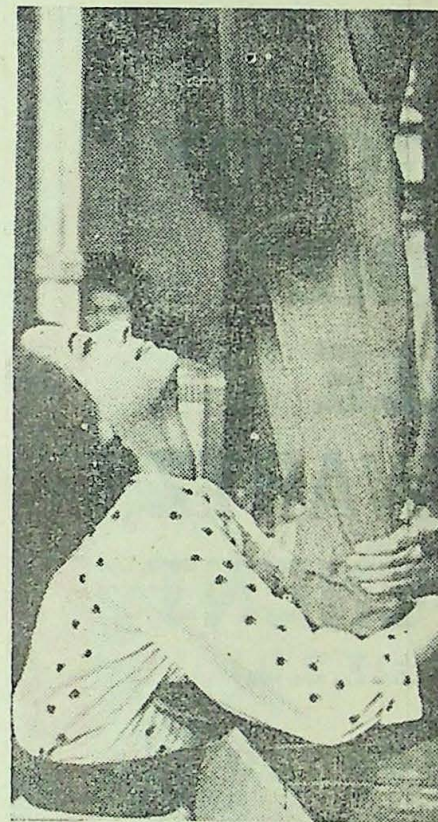
O. Hahn.

Cinéma

La Belle Vie

de Robert Enrico

Il existe une indiscutable parenté entre « La Belle vie » et « Adieu, Philippine ». Tout comme le film de Jacques Rozier, celui de Robert Enrico est conditionné par la guerre d'Algérie ; tous deux furent longtemps boudés par les distributeurs ; tous deux font appel à la même technique de la « caméra baladeuse » ; tous deux encore sont l'œuvre de jeunes réalisateurs qui s'adressent autant au cœur qu'à l'intelligence du spectateur. Le film de R. Enrico est cependant



Sylvie et Frédéric : après vingt-sept mois d'absence...

plus engagé, plus polémique. C'est qu'il a été tourné plus tard, quelques mois après la proclamation de l'indépendance de l'ancienne colonie française, à une époque où la censure allait cesser de tenir pour « tabou » toute allusion directe au funeste conflit ; c'est aussi qu'il parle d'un homme qui revient des djebels et non pas d'un conscrit insouciant qui attend sa fiche d'appel. Vingt-sept mois d'écart, quand on sait ce que fut la simple « opération de police » inaugurée sous Lacoste, ça compte...

Ça compte tellement que Frédéric (Frédéric de Pasquale) traîne sa mâle expérience comme une maladie honteuse. Même après son mariage avec Sylvie (Josée Steiner), il gardera de son long séjour sur la terre brûlée, déchirée et ratissée d'Algérie un amer goût de cendres qui lui gâchera ses espoirs et ses joies. La démobilitation n'est d'ailleurs pas pour Frédéric la fin de tous les cauchemars. Ce garçon n'est pas un bourgeois à qui sa famille a préparé un nid douillet. Ce n'est qu'un reporter-photographe. Il lui faut retrouver du travail et se loger décemment ; éviter aussi les mirages des souvenirs sentimentaux ou les tentations de la facilité professionnelle. Un jour, pourtant, la chance lui sourira. C'est alors qu'une feuille de rappel sous les drapeaux remettra tout en question.

Ce nouveau coup du sort peut paraître artificiel ; la réalité des années 1955-1962 a montré pourtant qu'il n'en est rien. Dans le contexte de « La Belle Vie », la catastrophe finale tombe comme un avertissement au milieu des guirlandes tendues pour la petite fête de famille donnée à l'occasion de l'installation du jeune ména-

ge dans son nouvel appartement : le bonheur ne saurait être que provisoirement une question individuelle. Tant que des hommes tombent sous les balles ou les matraques de l'oppression (ici ou ailleurs), personne ne saurait prétendre être complètement libre.

« Tant que la détresse existe, vous n'êtes pas heureux » ; c'était déjà la conclusion du « Joli Mai » de Chris Marker. C'est ce que nous dit à son tour Robert Enrico dans ce film généreux, tendre, souriant et triste dont il est malaisé de traduire en prose les vertus poétiques et l'efficacité du langage visuel.

Jean-Jacques Vernon.

Variétés

Les Mardis de la chanson

Il faut une certaine cranerie pour installer ce théâtre d'essai de la chanson aux Capucines, en face de l'Olympia. Le public parisien ne s'y trompe pourtant pas qui remplit chaque mardi la salle. D'un mois à l'autre le programme, qui fait la partie belle aux jeunes talents, nous révèle quelques inédits qui seront peut-être les vedettes de demain et qui valent en tout cas les yé-yé flagorneurs et rapla-pla qui remplissent le « machin » d'en face.

Anouk, jeune émule de Françoise Sagan, qui chante de toutes petites chansons nostalgiques de Jacques Loussier, avec une pointe de timidité pas désagréable du tout, m'a semblé avoir, si elle grandit une petite chance de faire son chemin.

Jean-Claude Massoulier, lui, joue d'une autre corde, le bon comique gesticulant et déchainé, il transpire, mais nous rions. Essai transformé.

De Colette Maguy, que dire ? sinon que sa place n'est plus ici, sa voix émouvante, son sens du blues valent largement la vedette d'une grande scène.

Deuxième partie. Les Parrains, les grands ou en voie de l'être.

Richard et Lanoux, les successeurs de Poiret et Serrault, ajoutent le geste à la parole en empruntant très largement leur humour au « non-sens » très, très drôle.

Tête d'affiche, Jean Constantin : il a du talent à revendre, le bougre (d'ailleurs il en rev end un peu), une présence étonnante, des chansons que tout le monde fredonne sans connaître le nom de l'auteur... encore un que la bande à yé-yé voudrait nous faire oublier, en vain.

Michel Joch.

Théâtre

YERMA

de Federico Lorca Garcia

LES pièces de Federico Garcia Lorca expriment presque toujours le conflit de l'être instinctuel avec l'être social. Ou, en d'autres termes, la contradiction que chaque individu doit surmonter pour vivre ensuite ce qu'il est, ce qu'il voudrait être.

Yerma veut un enfant. Yerma ne veut pas céder au plaisir sexuel. Ainsi apparaît-elle comme le personnage-type de la femme insatisfaite, refusant une sexualité indigne de sa nature noble. Seul le terme familial du mariage lui apparaît à sa mesure : la procréation. Le drame naît de la stérilité de Yerma.

L'exacerbation du climat passionnel, une langue imagée, la baroque présence des personnages à mi-chemin entre le mythe (les lavandières) et le réalisme (les cru donnent à « Yerma » une beauté tragique que Loleh Bellon joue dans la respiration chantante nécessaire.

Mais, mais, car il y a un mais, pour le reste. La « mise en scène » de Bernard Jenny est digne des espagnolades des cabarets de Pigalle. Dire qu'il n'y manque que des olé ! serait encore loin de la réalité. M. Jenny, sans doute pour attirer ceux qui, l'été dernier, se rendaient outre-Pyrénées, a renchéri dans le « typique ». Dès lors, on comprend le but poursuivi. Lorca n'est qu'un prétexte. Les temps sont durs au théâtre. Il s'agissait d'exploiter un filon et comme le russe (Tchékhov, Gorki, Tourgueniev), l'espagnol se porte bien sur scène. Le théâtre Hébertot, qui reçoit ce spectacle, nous avait, avant les vacances de Noël, annoncé ses soucis culturels alors même que pour la pièce de Béjart, « La Reine verte », il s'adressait aux associations. Cela n'a pas duré plus de trois semaines.

E.C.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du
5 au 11, février 1964
LES ANIMAUX
Un film de FREDERIC ROSSIF

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40
Semaine du
5 au 11 février 1964
NEUF JOURS D'UNE ANNÉE
Un film de Mikhaïl ROMM

PEINTURE

« Nouveau dictionnaire »

LE dictionnaire couvre cent ans de peinture : de 1850 à 1950. Cette période, féconde en écoles et mouvements, est exposée en 340 articles, parmi lesquels on compte deux cent cinquante peintres. Dans la prolifération artistique, voici donc ce qui reste.

L'ouvrage est fort bien fait, car il ne se limite pas aux seuls peintres, mais comporte des articles consacrés à des hommes qui jouèrent un rôle important dans la vie de l'art. Zola, par exemple, qui fut l'ami de Manet et de Cézanne, a droit à un long exposé. Apollinaire, André Breton, dont les influences furent grandes, sont décrits avec précision.

Un panorama complet nous est offert, qui nous permet de connaître l'essentiel, et de retrouver le cheminement de l'aventure artistique. Grâce à des reproductions en couleurs de haute qualité, les exposés ne restent jamais abstraits.

C'est la première fois, je crois, qu'un ouvrage est envisagé sous cet angle. C'est la première fois qu'on trouve des explications claires et systématiques

TRIBUNE

PSU SOCIALISTE UNIFIÉ

Contre le Gaullisme

le



propose des solutions
SOCIALISTES

Pierre BEREGOVY

Gilles MARTINET

Pierre NAVILLE

Laurent SCHWARTZ

Jacques A. PENENT

(Secrétaire National des E.S.U.)

sous la Présidence

d'Edouard DEPREUX

exposeront
la politique du Parti
sur

- L'unité des forces populaires
- La politique du contre-plan
- La campagne présidentielle
- La politique internationale

VENDREDI 14 FÉVRIER A 21 H.

SALLE DE LA MUTUALITÉ

MÉTRO MAUBERT-MUTUALITÉ

Parti **S**ocialiste **U**nifié